HISTORIA magazine

76

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 299 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



ALGER : LA FUSILLADE DU 24 JANVIER 1960





ALGER : UN JOUR D'ÉMEUTE

Jean FONTUGNE

LE 24 JANVIER 1960 aurait pu être un dimanche comme les autres à Alger. Le beau temps invitait les citadins à se rendre sur les plages, des rencontres sportives étaient prévues En métropole, le président de la République préparait, à Colombey, une nouvelle intervention radio-télévisée et le gouvernement était plus préoccupé par les manifestations des agriculteurs bretons que par les dépêches alarmantes de la Délégation générale.

Et pourtant les renseignements parvenus au général Challe au cours de la semaine écoulée ne permettent plus de douter de la volonté des chefs du Front Algérie française d'aller « jusqu'au bout, jusqu'à l'insurrection ». Les appels mille fois répétés aux Algérois pour leur demander de prendre part à une manifestation de masse pouvaient, pensaient-ils, faire pression sur le général de Gaulle et démontrer qu'Européens et musulmans étaient déterminés à vivre dans une Algérie française.

Les organisateurs comptaient sur une participation effective de l'armée. Comment pouvaient-ils croire que la sympathie manifestée par quelques officiers, la plupart alors sans commandement, permettrait d'entraîner dans la sédition les quatre cent mille hommes qui acculaient l'A.L.N. à la défensive sur l'ensemble du territoire?

Les organisateurs espéraient retrouver sur le Forum les masses musulmanes qui avaient participé aux manifestations de fraternisation au lendemain du 13 Mai. Avaient-ils oublié les nombreuses consultations électorales qui avaient suivi l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir?

Pouvaient-ils compter, enfin, à cette époque, faire pression sur Challe et Delouvrier?

La révolution du 13 Mai s'était terminée dans une ambiance de kermesse, au soulagement de tous, y compris des Français de la métropole. Mais ce jour-là, les armes étaient restées au râtelier.

L'entrée en rébellion ouverte d'éléments civils armés contre l'autorité légale était, semble-t-il, une erreur tragique. Rien ne pouvait mieux la résumer que les dernières paroles de cet officier des forces de l'ordre engagé sur le Forum : « Il y a vingt-quatre mois que je me bats contre les fellaghas et je meurs assassiné par des gens qui crient Algérie française! »

On est tenté de penser, comme l'écrivait un général peu suspect de sympathies gaullistes, reprenant les termes de l'allocution du président de la République : « Des barricades pour rien, une journée des Dupes, un mauvais coup porté à l'Algérie française! »

J. F.

Sommaire n° 76 - Historia magazine n° 299



Paul Delouvrier *(à gauche)*, délégué général, et le général Challe, commandant en chef. Pendant la semaine des barricades, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes.

LA MORT LES ATTENDAIT AU BAS DU FORUM

Lagaillarde *(ci-dessous à gauche)* et Jo Ortiz *(à droite)*, chef du F.N.F. Tout commencera par une manifestation au plateau des Glières qui se terminera de façon tragique.





LES « barricades » sont, avec le 13 mai 1958 et le putsch des généraux, l'un des trois événements politiques majeurs de la guerre d'Algérie. Fidèles à notre promesse de donner la parole à des hommes de toutes les tendances ou d'exposer honnêtement leurs thèses, nous proposons sur ce drame plusieurs récits tant sur son déroulement que sur les responsabilités des participants. Le lecteur y trouvera des contradictions. Elles sont inhérentes au problème algérien, selon la tendance de celui qui écrit. Exemple : pour les uns, les gendarmes chargent « inconsidérément » les manifestants à l'heure dite, alors que les paras ne sont pas arrivés ; pour les autres, il est évident que les paras — qui n'ont pas l'habitude de « mollir » dans l'accomplissement de leurs missions — sont complices des insurgés en arrivant « volontairement » en retard. Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu complot orchestré par les éléments d'extrême droite d'Ortiz, dont l'emblème était la croix celtique ; que des armes automatiques étaient en place, prêtes à tirer sur le service d'ordre ; ▶





le colonel Fonde met s

◂ Mobilisation des U.T. : ordre de rappel individuel, tenue habituelle et en armes. Le dimanche matin, ils se dirigent en cortège vers le plateau des Glières.

De Bab-el-Oued arrivent des manifestants, en grand nombre. Ils vont se heurter à un barrage de paras assez perméable, devant le lycée Bugeaud.

que, pour les « activistes » — soutenus par une population désespérée —, c'était la dernière chance de faire revenir de Gaulle sur l'autodétermination. Enfin, l'affreux bilan de l'affrontement entre gendarmes et manifestants est là : plus du double de morts dans le service d'ordre, cinq fois plus de blessés. Mais les uns ne feront jamais oublier les autres.
Y. C.

La population pied-noir dressée, en armes, contre le service d'ordre. Une fusillade infernale qui pendant une vingtaine de minutes a transformé le centre de la Ville blanche en un véritable champ de bataille. Quatorze gendarmes tués — dont deux officiers — et cent vingt-trois blessés (1). Tel est le bilan de la dramatique soirée du 24 janvier 1960.

Un homme, le lieutenant-colonel Debrosse, est au cœur de cet événement. Il va en vivre, minute par minute, les tragiques péripéties. Adjoint du colonel Fonde, responsable du secteur Alger-Sahel, Debrosse commande le groupement provisoire de gendarmerie mobile de ce secteur.

Debrosse est parfaitement au fait des préparatifs auxquels se livrent, en vue du « grand soir », les mouvements activistes de la capitale algéroise.

Il sait quel rôle s'apprêtent à jouer Ortiz, Susini, Pérez, Jacques Laquière, ces chefs du Front national français, Pierre Lagaillarde et son commando de jeunes, armés et résolus, Arnould, qui dirige le Comité d'entente des anciens combattants, Féral, président de l'association « Assistance et Protection »... sans oublier Sapin-Lignières, qui commande les bataillons d'unités territoriales.

Dès les premiers jours de la nouvelle année, le lieutenant-colonel a assisté à la relance de l'agitation. Il a eu entre les mains le tract anonyme du 15 janvier intitulé : « Ultime avertissement », et incitant les militaires à « prendre leurs dispositions avant qu'il soit trop tard... L'action devra, si elle s'engage, être synchronisée par deux ou trois personnalités militaires... »

Quatre jours plus tard, la puissante fédération des maires d'Algérie a voté une motion affirmant que la population « exprime sa volonté de rester française ».

Bien d'autres interventions de ce genre contribuent à faire monter la tension quand l'affaire Massu-Kempski joue le rôle de la goutte d'eau qui fait déborder le vase et précipite les Algérois dans la rue.

Des gardiens de la paix débonnaires et fraternels

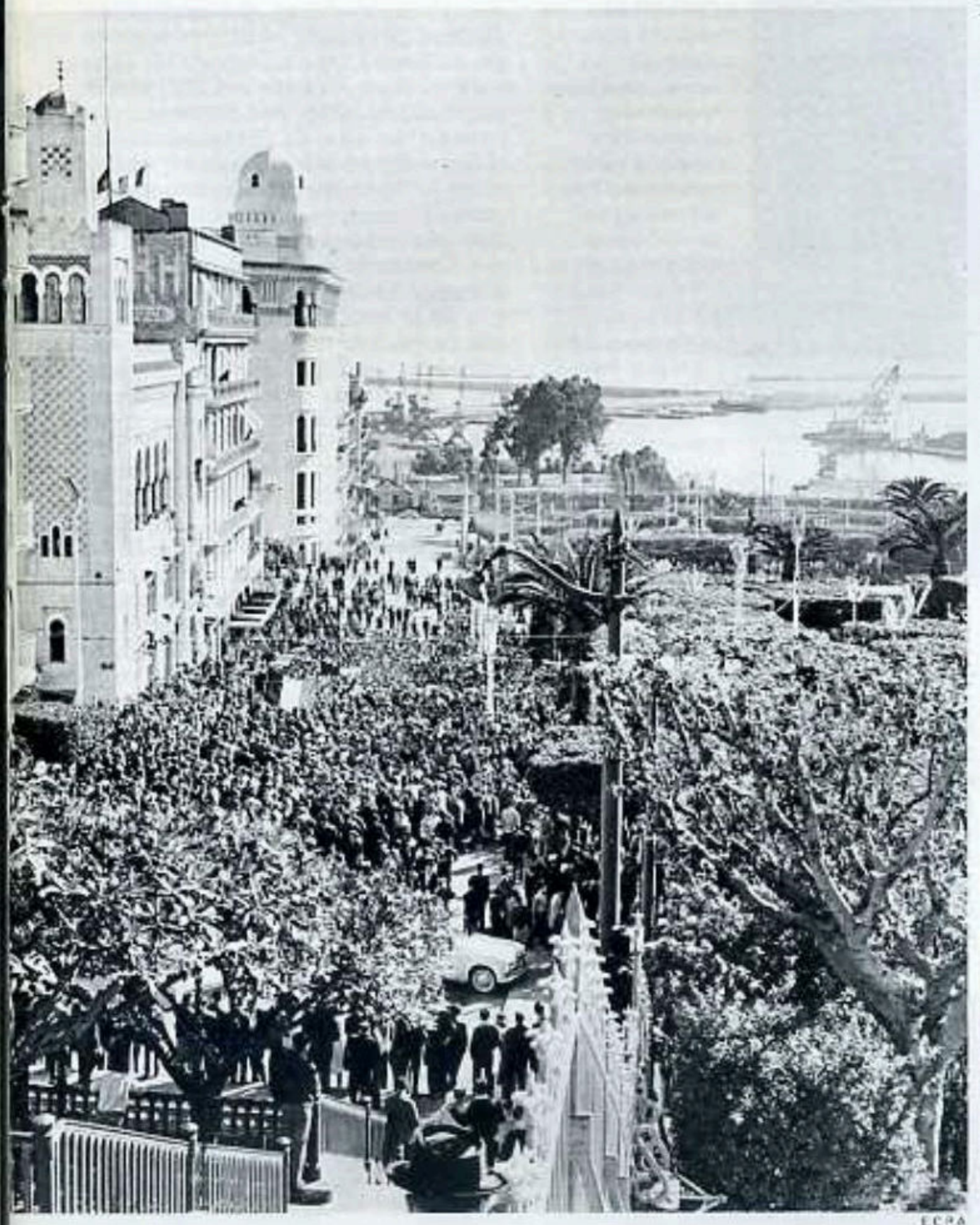
Le 23 janvier au soir, au cours d'une véritable veillée d'armes, Challe et Delouvrier ont réuni tous les responsables de l'ordre. Le commandant en chef a renouvelé l'interdiction de manifester. Faisant montre d'une brutale fermeté, il a dit devant le colonel Argoud : « J'ai reçu la mission de maintenir l'ordre à Alger. J'irai jusqu'au bout. Je donnerai l'ordre de tirer. Même si mon frère se présente en face de moi, je tirerai. »

Le colonel Fonde, qui redoute des actions de commandos sur certains points sensibles, dispose, pour contenir et disperser la manifestation qui se prépare, de trois cents gardiens de la paix du corps urbain, de dix-sept escadrons de gendarmerie, de trois régiments de paras de la 10[e] D.P.

Ceux-ci seront mis en position à l'ouest, à l'est, au nord du plateau des Glières. A l'ouest, entre le lycée Bugeaud et la caserne Pélissier, le 3[e] R.P.I.Ma. du colonel Bonnigal interdira le passage aux manifestants venant de Bab-el-Oued et de Saint-Eugène. Au nord, les hommes

(1) Six morts et 24 blessés du côté des manifestants.

troupes en position à l'ouest, à l'est et au nord du plateau des Glières



◄ Près de dix mille personnes sont bientôt rassemblées, civils et U.T., sur le plateau des Glières et rue Charles-Péguy. Elles entonnent le *Chant des Africains.*

du 1ᵉʳ R.E.P. — colonel Dufour — stopperont ceux venant des collines de la Mitidja. A l'est, le 1ᵉʳ R.C.P. de Broizat jugulera la marée déferlant de Belcourt et des quartiers périphériques de Kouba, d'Hussein-Dey et de Maison-Carrée.

Les trois cents gardiens de la paix algérois ? Mieux vaut ne pas trop compter sur eux... Quant aux gendarmes de Debrosse, ils auront pour mission de défendre le G.G. contre toute tentative tendant à rééditer le coup du 13 mai.

Depuis le début de la matinée l'effervescence règne en ce radieux dimanche d'hiver. Des voitures à haut-parleurs, des tracts répandus par milliers ont appelé à la manifestation, tandis que les U.T., en uniforme et par petits groupes, faisaient fermer les magasins.

Peu après 9 heures, sur le plateau des Glières, des groupes se rassemblent déjà, que les gardiens de la paix, débonnaires et fraternels, invitent à circuler... sans sévérité excessive.

Au P.C. des gendarmes on apprend qu'une colonne d'un millier de personnes environ, en provenance de Bab-el-Oued, se dirige vers le centre de la ville. Rue de Lyon les manifestants stoppent deux voitures de police et les empêchent de poursuivre leur chemin...

Survolant le centre, des avions de tourisme font pleuvoir une pluie de petits tracts blancs : « ... Tous au monument aux morts. »

Pierre Lagaillarde se dépense beaucoup en cette matinée dominicale. On l'a vu, le collier de barbe hérissé, en tenue léopard et arborant des galons de lieutenant, haranguer la foule devant la « Brasserie des Facultés ». Une heure plus tard, le revoici à la terrasse de « l'Otomatic ».

A midi, la plupart des barrages établis par les gendarmes et les paras aux différents points de la ville ont été rompus par les manifestants. Bientôt près de 10 000 personnes sont rassemblées sur le plateau des Glières, scandant des slogans, clamant *les Africains*...

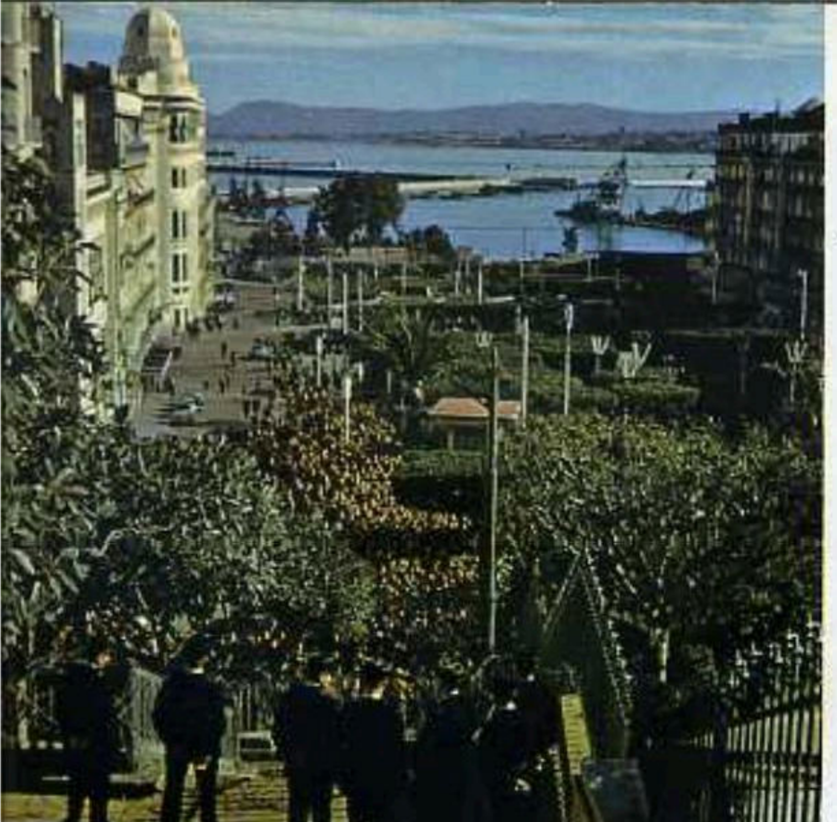
A l'heure du déjeuner, la foule se fait moins nombreuse mais elle afflue de nouveau vers 16 heures. S'y mêlent de nombreux U.T. en uniforme et en armes. Du balcon de la Compagnie Algérienne, au 8, boulevard Laferrière — où Ortiz s'est installé —, un haut-parleur diffuse des instructions et des informations aux manifestants : « Allez chercher vos camarades », « Tout le monde dans la rue », « Sympathisez avec les militaires », « La grève est générale à travers toute l'Algérie. »

L'homme au chapeau rabattu

Depuis le milieu de l'après-midi des groupes de jeunes gens, aidés et conseillés par des U.T., érigent des barricades. Il s'en dresse devant les facultés, rue Charles-Péguy, boulevard Pasteur... D'autres encore rue d'Isly, devant la grande poste, rue Monge, rue Charras...

C'est alors que le lieutenant-colonel Debrosse reçoit à son P.C. une communication téléphonique du général Costes. Le commandant du Nord algérois lui dit : « Le colonel Fonde va vous confier une mission difficile et dure. Vous l'exécuterez énergiquement, avec sang-froid. Si l'on tire sur vos hommes, vous ferez retourner le feu sans hésiter. »

Le colonel Fonde informe alors Debrosse de ce qu'on attend de lui : il s'agit de dégager le plateau des Glières. Le 1ᵉʳ R.C.P. et le 1ᵉʳ R.E.P. participeront à l'opération. Le premier, venant de Champ-de-Manœuvre, arrivera par le boulevard Baudin, le second fera mouvement du carrefour Sainte-Marie vers la rue Charles-Péguy et l'avenue Pasteur. Les gendarmes mobiles, eux, partiront de la place Georges-Clemenceau et descendront l'escalier du Forum. Le plan de Fonde est de se servir des deux régiments de « léopards » et des gendarmes du Forum pour agir comme pistons sur la foule des manifestants et pour les refouler vers l'ouest de la ville par la rue ▶



18 h 12 : au premier rang des ma

◀ **C'est à 17 heures, semble-t-il, que le colonel Debrosse a reçu du général Costes l'ordre de faire balayer par ses hommes les escaliers du Forum. A 17 h 15, un dernier appel du général Costes est diffusé par la radio et par haut-parleurs : « Une minorité, qui semble vivre encore une tragique illusion, s'engage délibérément dans une aventure. Que les hommes de raison ayant le sens de la patrie s'y refusent. Le soldat qui vous parle vous dit : c'est assez ! »**

d'Isly et la rampe Bugeaud, laissées ouvertes.

Debrosse donne ses instructions aux chefs d'escadron : les gendarmes descendront, l'arme à la bretelle, du Forum vers le plateau des Glières en deux colonnes parallèles et sur trois rangs. Il ordonne aux officiers de faire désapprovisionner fusils et pistolets mitrailleurs. Il exige une inspection complète des armes.

Le lieutenant-colonel prendra lui-même la tête de la colonne de droite, laissant le commandement de celle de gauche au chef d'escadron Gayral. Il prescrit à deux commissaires de police d'accompagner chacune des colonnes.

« La décision que vous prenez d'aller au-devant des manifestants peut être grave de conséquences, mon colonel », déclare l'un des commissaires.

« Je n'ai pris aucune décision, lui répond sèchement Debrosse. J'ai reçu un ordre. Je l'exécute sans en ignorer les risques. C'est tout ! »

Les ordres préparatoires ont été exécutés. Tout est paré. Dans vingt secondes ce sera le branle-bas. Debrosse se retourne : les deux commissaires de police ont disparu. Nul ne sait où ils sont passés.

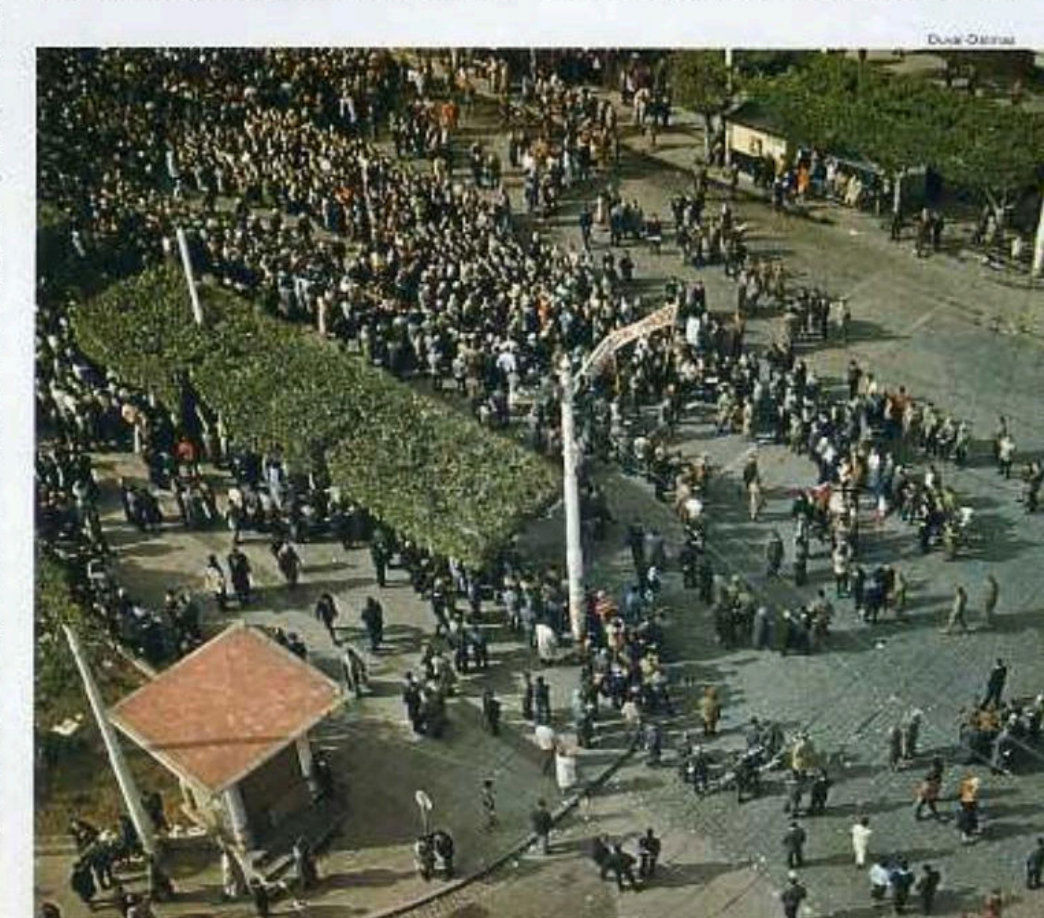
La masse noire, massive, impressionnante, des gendarmes aux casques luisants, au pas lourd, descend, dans un cliquetis d'armes, les marches du Forum, traverse la rue Berthezène, emprunte un nouvel escalier : celui qui mène à l'avenue Pasteur. Jusque-là, la progression s'est effectuée sans incident.

Avenue Pasteur, sur la chaussée, s'aligne le premier rang des manifestants, certains armés de planches garnies de clous. Debrosse fait arrêter ses hommes et s'avance au-devant de la foule : « Repliez-vous ! Dispersez-vous ! Evitons l'affrontement ! » crie-t-il.

Une grêle de bouteilles, de bouts de bois, de cailloux lui répond. Ces projectiles pleuvent de toutes parts sur les deux colonnes, rebondissent sur les casques, meurtrissent les dos, les épaules. Sur la droite de l'avenue Pasteur une grenade explose, qui ne fait pas de victimes. La déflagration est aussitôt suivie d'un coup de pistolet : c'est un homme en costume noir, un chapeau rabattu sur les yeux, qui, au premier rang des manifestants, du haut du square, a tiré en l'air... Il est 18 h 12.

De la foule, évaluée à 3 000 personnes, montent alors des hurlements qui couvrent la voix du lieutenant-colonel. Il donne l'ordre à ses hommes d'avancer et de se déployer de façon à balayer le secteur occupé par les manifestants. Soudain, une rafale de fusil mitrailleur claque. Comme si elle faisait office de signal, de nombreux coups de feu lui répondent, tirés de la foule et des fenêtres qui bordent la place à droite et à gauche. Les gendarmes chargent, crosses en avant. Dans la foule qui reflue, c'est la débandade, la bousculade, l'affolement au milieu des gens qui tombent, des cris, des appels au secours. Le feu dirigé contre les gendarmes redouble d'intensité. Un fusil mitrailleur, installé au coin gauche de la barricade de la rue d'Isly, stoppe l'avance de la colonne de droite. On fait des cartons comme à la kermesse, au stand du casse-pipes. On tire au F. M. depuis le tunnel des facultés. On tire au pistolet mitrailleur du 3[e] et du 4[e] étage de l'immeuble d'Air Algérie, rue Charles-Péguy. D'autres armes, également automatiques, crachent leurs balles depuis la terrasse de la direction des douanes, boulevard Laferrière.

Un civil, dissimulé dans les bosquets de droite du square Laferrière, fait crépiter sa mitraillette. Depuis la terrasse de la grande poste, un fusil mitrailleur entre en action et arrose l'escalier. Au



estants, un homme en costume noir tire un coup de pistolet en l'air

rez-de-chaussée du lycée Delacroix, deux ombres tirent au pistolet automatique. Et toujours ce fusil mitrailleur sur la barricade de la rue Charles-Péguy qui crache ses balles en direction du boulevard Bugeaud...

Tout le quartier sent la poudre. Les gaz lacrymogènes prennent à la gorge, font pleurer les yeux. Aux cris des blessés qui se traînent sur le sol et appellent à l'aide se mêlent les vociférations de la foule et les invectives proférées à l'adresse du service d'ordre.

« Salauds ! Vendus ! Assassins ! Renégats !... »

Une femme est projetée en l'air

Du 3e étage d'un immeuble de l'avenue du Maréchal-Foch, deux femmes, particulièrement excitées, lancent : « A bas de Gaulle !... Ordures !... On va vous faire la peau à tous !... », « S. S. à de Gaulle ! Fumiers ! Mort aux vaches ! »

Debrosse donne à ses hommes l'ordre de se replier. Progressant par bonds successifs sous les injures et sous les balles, utilisant les encoignures de porte et les couloirs ouverts, les gendarmes remontent vers le Forum. Un civil leur jette des barres de bois dans les jambes, en fait trébucher quelques-uns...

De ce concert de haine s'élèvent parfois quelques invitations conciliantes : « Ralliez-vous à nous ! Rejetez les ordres des assassins ! »

A l'instant où l'ordre de repli a été donné, un chef d'escadron s'est aperçu que deux de ses hommes manquaient a l'appel. Un adjudant, un maréchal des logis et deux gendarmes partent à leur recherche.

Ils sont aussitôt pris à partie par un groupe de trente personnes, conspués, menacés. L'un d'eux est frappé au visage tandis qu'on lui arrache son arme. Les quatre parviennent à se dégager, non sans mal, grâce à l'intervention d'un légionnaire.

Devant la grande poste, une jeune femme est projetée en l'air par le souffle d'un engin explosif. Elle retombe lourdement sur le sol tandis que son sac, ses chaussures, ses vêtements, volent autour d'elle. Boulevard Pasteur, un manifestant, tenant un pistolet par le canon, frappe à coups redoublés sur le crâne d'un gendarme blessé gisant au sol.

Un pneumatique bourré de grenades déboule de l'avenue Pasteur et explose au croisement du boulevard Laferrière. Deux gendarmes blessés, l'un à un talon, l'autre à une cuisse, s'épaulent mutuellement et, sautillant à cloche-pied, se réfugient dans un magasin de meubles. Un autre se traîne à plat ventre dans une mare de sang, au milieu de la chaussée de l'avenue Pasteur. Une rafale de pistolet mitrailleur claque et l'achève.

◀ Le colonel Debrosse, adjoint du colonel Fonde, responsable du secteur Alger-Sahel. Il commande la gendarmerie mobile dans ce secteur. De la tragédie du 24 janvier, il gardera le sentiment que ses hommes et lui, ce jour-là, sont tombés dans un guet-apens.

Au pied du massif central du square Laferrière un homme en bleu de chauffe gît sur le dos, immobile. Assise à ses côtés, indifférente aux balles qui sifflent, claquent, ricochent autour d'elle, une femme pleure doucement en lui tenant la main.

Une jeune fille de vingt ans, qui fuit, affolée, au milieu des gendarmes en repli, reçoit une rafale en plein visage et s'écroule.

« Sonnez le cessez-le-feu », ordonne au trompette, qui se tient à ses côtés, le colonel Debrosse.

Pendant quelques secondes les échos de la fusillade s'éteignent. Mais une rafale lâchée du côté des émeutiers — comme un signal — déclenche de nouveau le vacarme.

A cinq reprises, le trompette sonne le cessez-le-feu. A cinq reprises, le silence se fait quelques instants. A cinq reprises, le feu reprend immédiatement après que le fusil mitrailleur installé, semble-t-il, à l'une des fenêtres de l'immeuble de la Compagnie Algérienne (où Joseph Ortiz a installé son P. C.) a craché ses balles.

Debrosse entre en communication téléphonique avec le colonel Fonde. Il lui expose la situation : « J'ai des tués, des blessés... On nous tire dessus de partout. Les paras ne sont pas au rendez-vous ! »

« Ils devraient être là. Ils n'ont que 200 mètres à faire, lui répond le commandant d'Alger-Sahel. Ils ont été retardés dans leur progression. Ils vont bientôt déboucher sur le boulevard Laferrière. »

La fusillade se poursuit tandis que le haut-parleur installé au P. C. d'Ortiz clame : « Nous avons culbuté les forces ▶



Le colonel Debrosse a disposé ses escadrons : neuf ▶ descendront les gradins par la droite du monument aux morts, six par la gauche. A 18 heures, ce sera l'heure H. Tout semble se dérouler comme prévu. Mais, à 18 h 12...

◀ A l'heure du déjeuner, beaucoup de manifestants sont rentrés chez eux. Mais, dans l'après-midi, l'affluence sur le plateau des Glières est de plus en plus grande. Des tracts circulent ; des barricades sont édifiées.

▶ **LA MORT...**

Les hommes du 1er R.C.P., la veille encore, patrouillaient dans le bled. A l'annonce de la manifestation, le général Challe prit la décision de rappeler en renfort les trois régiments de paras de la 10e D.P., les « enfants chéris » d'Alger... ▶





◀ **Au P.C. Rignot, on pensait que seuls les paras de la 10e D.P. sauraient « contrer » la violence des pieds-noirs, calmer les esprits. Le général Challe savait, en effet, que jamais la foule algéroise n'oserait tirer sur les paras ni même les frapper. Mais ils n'arriveront au plateau des Glières que lorsque le drame sera consommé.**

18 h 40 : les paras du colonel Dufour arrivent

de l'ordre. En avant ! L'insurrection continue. La lutte se poursuit. »

Un gendarme transporte vers une ambulance civile un de ses camarades, grièvement blessé d'une balle dans la tête. Il est soudain entouré de 25 à 30 manifestants — dont plusieurs U. T. — surexcités, haineux, qui arrachent son casque au gendarme valide, le frappent.

« Tu ne crois pas que tu vas t'en tirer comme ça !... » lui crie-t-on.

Mais un U. T. d'un autre groupe intervient : « Laissez-les aller. Ils ont eu leur compte. » Discussions, hésitations... Finalement, le blessé et son compagnon peuvent gagner l'hôpital Mustapha à bord de l'ambulance.

« Vos hommes ont foutu le bordel »

De nombreux blessés ont trouvé refuge dans le couloir de l'immeuble du consulat général de Norvège. Ils sont là, allongés à même le sol. Le docteur Colonna, le médecin-commandant de la 10e D. P., se dépense sans compter.

18 h 40... Enfin, voici les paras ! Ce sont les bérets verts de Dufour. Une jeep du 1er R.E.P. s'arrête à l'angle de la rue Ballay. Un capitaine en descend, s'interpose entre des gendarmes et un groupe d'une quinzaine d'U.T. Il fait cesser le feu de part et d'autre. Bientôt, on n'entend plus que quelques tirs isolés dans le secteur où la fusillade faisait rage quelques minutes plus tôt.

Un commandant de bérets verts veut refouler les gendarmes qui surveillent, du bas des escaliers, le carrefour Pasteur-Isly. Debrosse, alerté, intervient personnellement : « Vous n'avez pas d'ordres à donner à mes hommes. Conduisez-moi plutôt auprès de votre chef. »

L'entretien est dépourvu d'aménité. Dufour apostrophe Debrosse : « Vos hommes ont foutu le bordel ! Ils ont violé l'accord passé entre le délégué général et les organisateurs de la manifestation. Il était entendu que la foule ne bougerait pas si on la laissait tranquille autour du monument aux morts, si le service d'ordre ne cherchait pas à la disperser. »

« Première nouvelle, répond le gendarme sur le même ton. Jamais entendu parler d'un tel accord. J'ai reçu l'ordre — comme vous — de dégager le boulevard Laferrière. Je l'ai fait. Pas vous !... »

« Je n'ai jamais reçu un tel ordre, rétorque Dufour. J'avais pour mission de tenir l'entrée sud du tunnel des facultés. J'ai dirigé mon régiment vers le boulevard Laferrière de ma propre initiative lorsque j'ai entendu la fusillade. »

« Je vous en remercie, répond Debrosse. Dommage tout de même que vous ayez mis une quarantaine de minutes pour faire cinq cents mètres !... »

Le para ne relève pas la remarque du gendarme. Il lui demande de faire reculer ses hommes jusqu'au Forum pour éviter que le feu ne reprenne.

« J'ai reçu l'ordre de tenir jusqu'à l'avenue Pasteur. Je vais demander de nouvelles instructions », dit Debrosse.

Le chef des gendarmes pénètre dans les locaux du « Bled ». Il s'apprête à composer un numéro sur le cadran téléphonique lorsque, derrière lui, la porte se referme brutalement. Deux sous-officiers de gendarmerie se précipitent vers leur colonel et lui crient : « Couchez-vous ! Couchez-vous ! » Instinctivement, Debrosse rentre la tête dans les épaules. Derrière lui, une glace de fenêtre vole en éclats... Des coups de feu claquent... Une grenade explose...

Debrosse " fait " les portes cochères

A présent, Debrosse, accompagné de parachutistes, « fait » les portes cochères pour récupérer ses isolés et ses blessés assiégés, çà et là, par une foule en fureur (1). Devant le 59, rue d'Isly, les bérets verts doivent se former en carré pour protéger l'évacuation de plusieurs représentants de l'ordre.

Certains U.T. s'acharnent, veulent « se payer du gendarme » à tout prix. D'autres, au contraire, aident à secourir les blessés... Boulevard Laferrière, plusieurs hommes d'âge mur arrachent une mitraillette à des jeunes gens portant l'insigne du F.N.F. « C'est ignoble d'avoir armé des gosses comme ceux-là », déplore l'un d'eux.

Descendu, rue Leluche, d'un camion, un commando d'U.T. — bérets noirs et pistolets automatiques — s'apprête à envahir la grande poste occupée par les gendarmes.

Le chef du commando se fait ouvrir une des portes et il est tout surpris de se trouver nez à nez avec les hommes de Debrosse, qui occupent les lieux depuis une dizaine de minutes.

« Nous venons vous remplacer », bredouille-t-il.

L'officier de gendarmerie qui commande le détachement lui répond : « J'ai l'ordre de garder la poste. J'attendrai un ordre contraire pour l'évacuer. »

L'U.T. maugrée, hésite, puis se retire emmenant ses hommes dont le départ est marqué par une courte rafale de P.M. tirée contre la porte qui s'est refermée.

Le calme, peu à peu, revient sur le plateau des Glières. Les gendarmes sont remontés vers le Forum tandis que Pierre Lagaillarde, aux facultés, et Joseph Ortiz, rue Charles-Péguy, organisent ce qui sera le « réduit des barricades ». **H**

Pierre-Albert LAMBERT

(1) Un rapport précisera plus tard que parmi les gendarmes blessés soignés à l'hôpital Maillot, l'un d'eux a été retrouvé par ses camarades pendu par les pieds à une grille, un tuyau enfoncé dans la bouche.



Le colonel Fonde. Il est l'un des responsables du maintien de l'ordre à Alger.

LA SANGLANTE JOURNÉE DU 24 JANVIER

Le 1er R.E.P. est ramené sur Alger. Les paras arriveront trop tard pour empêcher la fusillade, mais ils réussiront à protéger les gendarmes blessés contre la vindicte aveugle de la foule hystérique. Le calme, peu à peu, reviendra. Mais le bilan est lourd : 6 morts et 24 blessés chez les manifestants ; 14 morts et 123 blessés parmi les forces de l'ordre.

Il est 18 h 8. La nuit tombe sur cette splendide journée de janvier. Les lampadaires éclairent chichement le plateau des Glières.

Venant du tunnel des facultés, je longe le pied du monument aux morts pour me rendre à l'« Albert-Ier » où m'attend un officier venu de l'Aurès... car la guerre continue.

La journée a été agitée, mais le calme revient sur le plateau, où la foule — 15 000 personnes environ — s'éclaircit à vue d'œil. Le spectacle est terminé et plutôt que d'intervenir brutalement, on semble avoir sagement attendu l'heure qui ramène l'Algérois à son anisette.

Depuis le 16 septembre, l'eau bout dans la marmite algérienne. Le gouvernement, volontairement ou non, a laissé s'accréditer, sans jamais les reprendre, diverses interprétations de sa nouvelle politique d'autodétermination qui ne pouvaient qu'engendrer la confusion, l'incertitude et l'inquiétude.

L'Algérie est en effervescence, les mouvements nationaux se sont rassemblés en un front commun, le 10 octobre, à Oran d'abord, car la contestation n'est ▶

le 22 janvier au soir, on avait décidé de renforcer la garnison d'Alger

pas qu'algéroise, puis à Alger, le 13 du même mois. A Oran, Sid Cara et Laffont ont constitué une association pour le triomphe de la francisation — une des options proposées le 16 septembre —, qui essaime dans toute l'Oranie. Le 5 octobre, les élus d'Algérie ont rappelé leur fidélité à l'intégration. Le 23 octobre, quelques personnalités s'efforcent, mais sans succès — on ne joue pas deux fois les mêmes atouts —, de faire revivre le Comité de salut public Algérie-Sahara. Le 30 octobre, la Fédération des unités territoriales d'Oran — où décidément on ne s'en laisse pas conter — refuse « toute pommade anesthésiante alors que l'union se fait dans toute l'Algérie contre l'autodétermination ».

Un membre du Rassemblement pour l'Algérie française, prend contact en métropole, avec Delbecque, l'homme qui a rallié l'Algérie à de Gaulle dix-huit mois plus tôt, avec Guy Ribaud, l'homme de confiance de Chaban-Delmas, et avec Biaggi, mousquetaire de l'Algérie française. Sans trop le dire, on place ses espoirs dans un nouveau 13 mai (1)...

Les rumeurs d'abandon courent les rues : par l'intermédiaire d'un ministre, Michelet, on avait, disait-on, soumis au G.P.R.A. un projet de République algérienne dans le cadre de la communauté ! Mensonge ! tonnera le chef de l'Etat le 29 janvier ; il est pourtant exact que cette proposition a été faite. Mais qui donc avait intérêt à la divulguer ?

Veillée d'armes à Alger

Bien d'autres rumeurs, vraies ou fausses, enfièvrent le climat d'une population qu'inquiète une recrudescence d'attentats dans le Sahel et la Mitidja.

Le général de Gaulle a été extrêmement déçu de voir le G.P.R.A. repousser avec un dédain quelque peu outrageant sa proposition du 10 novembre de « débattre de la fin des combats, n'importe quand, soit en secret, soit publiquement, selon ce qu'il choisirait ». Ses conseillers lui font alors observer que le F.L.N. ne croirait en sa sincérité que dans la mesure où lui, de Gaulle, apporterait la preuve de son entière autorité sur l'Algérie, ce dont on pourrait douter devant l'agitation activiste tolérée à Alger.

Cette agitation avait d'ailleurs des prolongements en métropole, au Parlement en particulier, où certains députés gaullistes n'avaient pas encore oublié qu'ils devaient leur élection à l'Algérie française...

(1) Pour les barricades, Biaggi et Guy Ribaud seront à Alger, apportant la caution — chuchote-t-on — d'hommes politiques importants et annonçant que le prochain discours du chef de l'Etat, le 29 janvier, doit accentuer le glissement vers l'abandon. Stibbe, d'un tout autre bord, arrivé lui aussi à Alger, tient les mêmes propos.



E.C.P.A.



E.C.P.A.

Dans les premiers jours de janvier 1960, J.-R. Tournoux, déjà dans les secrets de l'Etat, expliqua, dans *le Progrès* de Lyon, comment le général de Gaulle pourrait éventuellement se débarrasser d'un Parlement récalcitrant : « En appliquant l'article 16 de la Constitution. » A la demande d'un ministre, l'A.F.P. donna aux propos de Tournoux, un écho complaisant. A bon entendeur, salut !

« Il suffirait donc, révéla l'hebdomadaire *Juvénal*, le 15 janvier, d'appuyer sur un bouton pour créer à Alger un climat insurrectionnel qui justifierait l'application de l'article 16. »

L'affaire Massu-Kempski sera le détonateur qui fera exploser la chaudière algéroise. On ne l'a peut-être pas provoquée, mais on l'a, en tout cas, promptement exploitée (1).

D'ailleurs, le 21 janvier, trois jours avant les « barricades » et alors que Massu ne devait être relevé de son commandement que le 22, Jean Daniel, auquel les membres du cabinet présidentiel confiaient volontiers leurs ballons d'essai, écrivit dans *l'Express* : « Les collaborateurs du général disent qu'on ne peut

(1) Le consul d'Allemagne à Alger s'est étonné, devant moi, de l'accréditation fournie par le ministère des Affaires étrangères à Kempski, dont l'hostilité à la présence de la France en Algérie était bien connue.

r les paras

◄ Munies de pics, des équipes dépavent les rues d'Alger ; d'autres dressent les barricades. Plus tard, les insurgés réussiront à se procurer des marteaux piqueurs, ce qui facilitera grandement leur travail. Autour des hommes, la foule algéroise, curieuse.

On les appelle les ► « Bigeard's boys ». Ils sont maintenant aux ordres du colonel Broizat. Les paras à la longue casquette sont les préférés des Algérois. Après chaque opération dans le djebel, ils retrouvent avec un même plaisir Alger et sa population amicale, fraternelle.

◄ Tôt le matin, la ville est en effervescence. Mais au début, tout semble se dérouler dans la bonne humeur : les barrages de paras sont « fluides » et les gardes mobiles ne manifestent pas une sévérité excessive. Entre gendarmes et U.T., toutefois, on signale quelques accrochages sérieux.



pas éviter un coup de chien à Alger. Mais on ne peut pas le faire pour rien. Si cela ne débouche pas sur la paix, ce sera à recommencer dans quelques mois. »

Delouvrier et le général Challe rentrent de Paris le 22 janvier après midi, fort préoccupés. Les manifestations prévues pour le 24 par les mouvements nationaux peuvent-elles être évitées ? Jusqu'où iront-elles ? Conserveront-elles ce caractère exclusivement pacifique que certains leur prêtent ?

Dans une première réunion, qui a lieu chez le délégué général le soir même, on décide de renforcer la garnison d'Alger par 3 régiments de paras, 21 escadrons de gendarmerie, 5 compagnies de C.R.S. Les régiments de paras sont : le 1er étranger de parachutistes, le 3e régiment de parachutistes de l'infanterie de marine, le 1er régiment de chasseurs parachutistes, trois unités prestigieuses. Le 1er R.E.P., ce sont les légendaires bérets verts, sacrifiés à Cao Bang, sacrifiés à Dien Bien Phu, Suez, la « bataille d'Alger », 450 légionnaires tués depuis son engagement en Algérie. Le 1er R.C.P., formé à Fez en 1943, est la plus ancienne des formations de parachutistes françaises. La Sicile, l'Italie, les Vosges, Colmar, l'Indochine, Bac Kan, où il a raté de peu Ho Chi Minh et son P.C., Dien Bien Phu ; c'est lui qui, le 4 juin 1958, eut l'honneur d'accueillir, sur le Forum, le général de Gaulle. Le 3e R.P.I.Ma. c'est aussi Cao Bang, mais c'est surtout Bigeard (1)... Ces trois régiments, qui ont leurs camps de repos dans la banlieue d'Alger, sont les idoles des Européens ; on pense que leur seule présence suffira à ramener les pieds-noirs à la raison. Le commandant du secteur Alger-Sahel est le colonel Fonde, un homme qui n'a pas « accroché » avec la population ; la zone nord algéroise est aux ordres du général Costes, un pied-noir, et le corps d'armée ►

(1) Il est alors commandé par le colonel Bonnigal.

sur le plateau des Glières, il n'y a plus maintenant que des gisants,


ECPA

◀ Les hommes du F.N.F. se rendent à la manifestation. « Malgré le vent de l'Histoire, nous venons de décider que l'Algérie restera terre française », écrira Ortiz.

a été pris depuis quelques heures par le général Crépin. Son chef d'état-major est Argoud, mélange détonant de Polytechnique et d'Algérie française.

La journée du 23 se passe dans le calme : Delouvrier et le général Challe parlent à la radio, s'efforçant de rassurer les populations. A noter que le chef du 2e bureau, le lieutenant-colonel Bourdoncle, qui possède une profonde connaissance d'Alger, souligne que les pieds-noirs ne sont pas seulement les agités souvent dépeints, mais qu'exaspérés, ils sont capables du pire, ce pire qu'il faut tout de même bien envisager.

A 20 heures, un renseignement émanant du président d'une œuvre patriotique, un homme pondéré, digne de foi, parvient à Challe : dans l'après-midi, les dirigeants des mouvement nationaux ont décidé de passer à l'action. Celle-ci se déclenchera le lendemain. La foule rassemblée à Bab-el-Oued et à Maison-Carrée, dans la périphérie d'Alger, se dirigera vers le monument aux morts et le Forum. Les dirigeants sont décidés à aller jusqu'au bout et à faire, si nécessaire, usage des armes dont ils prétendent disposer. Les meneurs sont surtout le député Lagaillarde, fort de l'appui de la jeunesse et des étudiants, et Joseph Ortiz, un tribun et un organisateur dont l'étoile monte, depuis le 16 septembre, au firmament des activistes d'Alger.

La masse de manœuvre sera fournie par les indispensables anciens combattants et par les unités territoriales, armés et unis dans la même foi (1). A 22 heures, les responsables du maintien de l'ordre se réunissent au quartier Rignot, en présence de Delouvrier : la manifestation sera interdite ; l'alerte est décidée, les bâtiments publics sont protégés par la gendarmerie, des barrages interdiront l'accès du Forum et du plateau des Glières. Les ordres donnés par le secteur Alger-Sahel ne prévoient pas l'emploi des armes, Challe avait pourtant précisé les conditions d'ouverture du feu après les sommations légales (2).

Le dimanche, dès 10 heures, bousculant les barrages de C. R. S., de paras, de zouaves, de gendarmes, dont la résistance a été assez molle, les manifestants convergent vers le centre. A 13 heures, 20 000 personnes se trouvent sur le plateau des Glières, reprenant interminablement des chants patriotiques, scandant des slogans : celui de « L'armée avec nous » revient le plus souvent. A 12 h 30, Ortiz s'est présenté à Challe, qui lui dit : « Vous pouvez dire à vos amis, de ma part, que je ne tolérerai aucune attaque contre un édifice public. En revanche, vous pouvez vous balader et crier autant que vous voudrez, même après le couvre-feu, jusqu'à ce que vous soyez bien fatigués et que vous ayez envie de rentrer chez vous. Vous me faites plaisir en réclamant Massu à cor et à cri ! Vous me rendez service ! Moi non plus je n'ai pas voulu son départ. Si vous vous bornez à cela, je vous promets que les gardes mobiles ne descendront pas vers vous et resteront autour du G. G. » A la fin de l'entretien, Challe est convaincu qu'Ortiz calmera ses troupes, comme il le promet, et Ortiz pense que le plateau des Glières ne sera pas balayé par le service d'ordre.

(1) N.D.L.R. : Sans oublier la milice armée d'Ortiz dont les membres portaient le brassard frappé de la croix celtique.

(2) Force est de dire qu'il n'y aura pas de sommations, même pas pour inviter les manifestants à se disperser.

Une foule curieuse

On reprochera au général Challe cette entrevue ; elle eut lieu avec l'accord de Delouvrier. On avait aussi prescrit, à 9 h 29, au colonel Debrosse, de la gendarmerie, responsable du secteur le plus sensible, de joindre Lagaillarde et de l'amener au quartier Rignot également.

A 10 heures, Debrosse rendra compte qu'il n'avait pas trouvé Lagaillarde et qu'il n'y avait pas d'attroupement aux facultés.

A 11 h 32, le colonel Debrosse reçoit l'ordre de s'opposer à la progression des manifestants vers le Forum.

La plupart des comptes rendus se con-



Francisation, association, autodétermination... Avant ▶ tout, l'armée a un objectif : gagner la guerre sur le terrain. Loin de l'agitation d'Alger, elle s'y emploie de son mieux. Et les succès militaires sont nombreux.

ts ou blessés seulement

Le G.G. est protégé depuis la veille par la gendarmerie. ▶ Mais rien ne se passa dans la nuit du 23 au 24, comme certains le craignaient, à la Délégation générale.



P. Vincent

tredisent. Challe m'envoie sur place. Pour ne pas apporter aux manifestants la caution d'un uniforme, je descends à Alger en civil. Il est 15 heures. Au balcon de la Compagnie Algérienne, siège de la Fédération des U. T., un comité d'organisation harangue environ 5 000 personnes qui ont saucissonné sur le plateau : il fait un temps splendide, bien des gens sont partis se promener et il y avait des matches importants à Saint-Eugène et à Belcourt.

En revanche, le quartier des facultés prend une allure franchement insurrectionnelle ; des U. T. et des hommes porteurs de brassards tricolores, en armes, contrôlent ses abords, des ouvriers et des étudiants dépavent la chaussée, des barricades s'édifient.

Une voiture sanitaire s'arrête devant la Compagnie Algérienne ; le député Kaouah en sort des brassées de fusils !

A 15 h 45, Arnould paraît au balcon des U. T. « Dans deux heures, crie-t-il, ce sera l'ultime combat ! »

Je rends compte au chef d'état-major et au général Crépin. « Prévenez Costes », me dit Crépin. Costes est mon ancien de Saint-Cyr. Il se tient au P. C. du secteur, aux côtés du colonel Fonde.

— C'est depuis ce matin, éclate-t-il, qu'on aurait dû leur rentrer dedans ! Je connais bien mes concitoyens, ils foutront le camp aux premiers coups de crosse !

— J'en suis moins sûr que vous, mon général !

A 16 h 50, le général Costes donne au colonel Debrosse l'ordre de dégager le plateau des Glières. Celui-ci dispose de vingt escadrons de gendarmerie et des 1er R.E.P. et 1er R.C.P. jusque-là en réserve. Les gendarmes n'interviendront qu'après que les régiments de paras auront atteint l'un la poste, l'autre le plateau des Glières où, après la promenade ou le sport, la foule est revenue : 15 000 personnes à peu près. La vue des bérets verts et rouges, si populaires, devrait permettre une opération en souplesse.

Or les gendarmes débouchent du Forum alors qu'aucun parachutiste n'est encore en vue.

Je suis seul sur le large trottoir devant le monument aux morts. En face, une foule, curieuse, beaucoup de femmes et d'enfants, observe les gendarmes serrés au coude à coude sur les escaliers latéraux descendant du Forum. Dans la nuit tombée, sous les réverbères, les casques sombres jettent des éclats métalliques. Cette masse de gendarmes, immobiles, l'arme à la main, est impressionnante.

« Circulez », m'enjoint un officier de gendarmerie.

A peine suis-je devant la porte de l'hôtel Albert-Ier qu'éclatent les premières grenades lacrymogènes. Je me retourne ; derrière moi, les gendarmes chargent au pas de course, la crosse en avant ; les manifestants s'éparpillent. Il n'y a pas eu de sommations. Le commissaire de police qui en était chargé, dira Debrosse, a disparu. Une femme se réfugie sur le pas de l'hôtel ; dans la bousculade, elle a été séparée de son enfant, un gamin de cinq ou six ans, qui au milieu des gendarmes des vagues suivantes, lèche, indifférent, une sucette rose. Un gendarme que je hèle ramène l'enfant.

Quelques secondes encore et une rafale déchire l'air : un fusil mitrailleur tire, du bas du plateau des Glières ; elle est suivie du crépitement des pistolets mitrailleurs.

Au haut des escaliers, sur le Forum, les armes automatiques du service d'ordre lâchent des rafales qui n'en finissent plus.

Sur le plateau des Glières, il n'y a plus que des gisants, morts ou blessés, et des gendarmes cherchant refuge dans les encoignures et sous les porches. Deux manifestants amènent à l'hôtel un gendarme blessé accroché à leurs épaules, un enfant d'une dizaine d'années porte son fusil.

A 18 h 40, les parachutistes s'interposent, le feu cesse : au milieu de la place, ▶

P. Habans/Paris-Match





F. Fourel

◄ Les marteaux piqueurs sont arrivés. Rapidement, des barricades sont élevées : il y en aura deux, rue d'Isly, une, rue Michelet, une dans le haut de la rue Charras et une dans le haut de la rue Monge.

l'insurrection s'installe dans la kermesse

un dingue de la mitraillette épuise, en l'air, ses dernières munitions ; il prend ses jambes à son cou à la vue des bérets verts. Dans l'âcre fumée jaunâtre des lacrymogènes, parachutistes et légionnaires ramassent les morts et les blessés, dégagent les gendarmes repliés dans les couloirs des premiers immeubles de la rue d'Isly, qu'une compagnie de zouaves remonte.

Une très vieille femme, sur le trottoir, pleure : « C'est fini, gémit-elle inlassablement, des Français tirent sur des Français ! »

Je gagne, à quelques pas de là, sur la place, le local du *Bled*, le journal de l'armée. Le commandant du 1er R. E.P., Dufour, se lamente : « Mais pourquoi les gendarmes n'ont-ils pas attendu mon arrivée ? On n'aurait pas tiré sur les légionnaires ! » Debrosse, nerveux, rétorquera : « Les régiments de paras ne sont pas arrivés à l'heure prévue ! »

Bilan : gendarmerie, 14 tués, 123 blessés ; civils, 6 tués, 24 blessés restés sur le terrain.

Au quartier Rignot, on fait le point de la situation. « Les forces de l'ordre, conclut Costes, sont tombées dans un véritable guet-apens, mûrement préparé par les hommes d'Ortiz. »

Si les émeutiers comptent dans leurs rangs des hommes prêts à toutes les extrémités, il est clair aussi que les plus raisonnables, surexcités par la fusillade, peuvent céder à la passion : de nouveaux incidents risquent de livrer la ville à une insurrection populaire aux conséquences encore plus sanglantes. Un peu partout, on signale le pillage de dépôts d'armes auxquels la troupe — le contingent — ne s'oppose guère. Des barricades, des réduits peuvent surgir dans d'autres points de la ville.

A minuit, avec un officier de mon bureau, je fais le tour des barricades sur lesquelles des hommes veillent, l'arme à la main, manœuvrant leur culasse d'un air menaçant, ils nous écartent hargneusement : « Au large, bourgeois ! »

Le colonel Gardes, ► chef du 5e bureau. C'est un passionné de la thèse Algérie française. Il a de nombreux contacts avec les milieux extrémistes et il avait encouragé la manifestation.



Keystone

Crépin, en tenue, s'est lui aussi approché des barricades. Il faut se rendre à l'évidence : à moins d'employer les chars, l'aviation, le canon et de transformer Alger en un nouveau Budapest, il sera impossible de venir à bout du réduit des facultés où Lagaillarde dispose de 1 500 hommes, bien armés à présent, bien encadrés et disciplinés malgré le folklore inhérent à ce genre d'aventure.

Le lendemain, sur ordre du général Challe, j'accompagne le sous-chef opérations au P. C. du secteur Alger-Sahel où nous rencontrons Ortiz. Il s'agit de le convaincre de démobiliser ses hommes. Refus. « Je ne serais pas obéi », allègue-t-il. Comme je lui reproche l'ouverture du feu, la veille au soir : « Oui ! Ah ! si je connaissais le salaud qui a tiré ! » Il le connaît fort bien...

On dénoncera comme des collusions coupables ces contacts entre l'armée et les chefs de l'émeute ; ils ont tous été autorisés et même encouragés par le délégué général du gouvernement, désireux, à juste titre, d'éviter toute nouvelle effusion de sang.

Après le drame, la comédie

Claude Paillat, dans ses *Dossiers secrets de l'Algérie*, Serge Bromberger et Jean-François Chauvel, dans leurs reportages pour *le Figaro*, ont rapporté avec objectivité ce que fut la « semaine des barricades » et ses aspects héroï-comiques.

On ne peut qu'ajouter des précisions alors ignorées ou passées sous silence, tant était profond le désir d'isoler les « factieux » d'Alger.

Toute l'Algérie, inquiète pour son avenir, se retrouve dans les barricades. La grève générale, surtout celle des cheminots, paralyse la vie économique. En Oranie, le dimanche 24 janvier, à 17 h 30, des manifestants tentent d'envahir la préfecture ; des barricades s'élèvent place des Victoires, où les manifestations chaque jour rassemblent de 10 000 à 20 000 personnes. Les motions d'encouragement affluent au P. C. des insurgés dont celle de Bigeard, commandant le secteur de Saïda...

Le chef d'état-major, Georges de Boissieu, me demande comment je vois le dénouement de l'affaire. « Une insurrection qui ne bouge plus, s'enlise, s'évapore... », lui dis-je.

L'insurrection s'installe dans la kermesse. A Paris, des hommes politiques, généreux du sang des autres, s'indignent de la mollesse — complice, disent-ils — des parachutistes et des légionnaires. Peu de gens savent ce qu'est un combat de rue. Or les insurgés ont découvert un souterrain qui mène de la rue Charles-Péguy aux hauts d'Alger ; ils peuvent donc, hors du réduit, installer sur les toits des immeubles des tireurs qui prendraient les assaillants à revers. Personne d'ailleurs ne veut prendre la responsabilité d'ordonner de mater la rébellion par le feu, même pas de Gaulle, dans sa réponse au fidèle et honnête Crépin lorsque ce dernier l'interroge. H

Général JACQUIN (C.R.)

UN DIMANCHE QUI S'ANNONÇAIT BIEN



Les anciens combattants, qui ont amené avec eux des femmes musulmanes et européennes, se dirigent en cortège vers le plateau des Glières. Depuis des années, ils sont de tous les rassemblements, de toutes les manifestations. Mais cette fois, Jo Ortiz ne veut pas de manifestation « folklorique » faite dans « le calme et la dignité ». Il veut montrer sa force. « Nous ne voulons plus *composer*, mais *imposer*. »

L'AUTEUR de ce récit, Pierre Démaret, fut le fidèle lieutenant de Jean-Jacques Susini aux heures cruciales de 1960-1962. A ce titre, son témoignage est particulièrement important en ce qui concerne la participation de certains hommes au drame des barricades. Il ne saurait pourtant engager d'autre responsabilité que celle de son auteur. ▶

ALGER : PLUSIEURS CENTAI

Tagarins
Garde Mobile
Caserne d'Orléans
Université
Gouvernement Général
P.T.T.
Préfecture
Hotel de Ville
Casino
Pal. de Justice
Opéra
Gare
Nouv. Gare Maritime
Mosquée
Kasbah
Môle

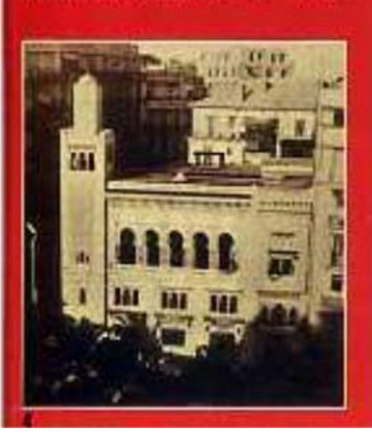
Facultés
P. C. Lagaillarde
Sciences
VOIE EN TUNNEL
Droit
Annexe Institut Pasteur
AXE DE MARCHE 1er R.E.P.
AVENUE PASTEUR
Lycée Delacroix
RUE CHARLES PÉGUY
RUE CHARRAS
RUE RAMEAU
RUE LULLI
BOULEVARD BAUDIN
RUE BERLIOZ
Justice de Paix
RUE BOIELDIEU
RUE MONGE
RUE Dr TRABUT
Maison des Etudiants
AXE DE MARCHE 1er R.C.P.
EDOUARD
Clinique Laverl
JEAN
Squa

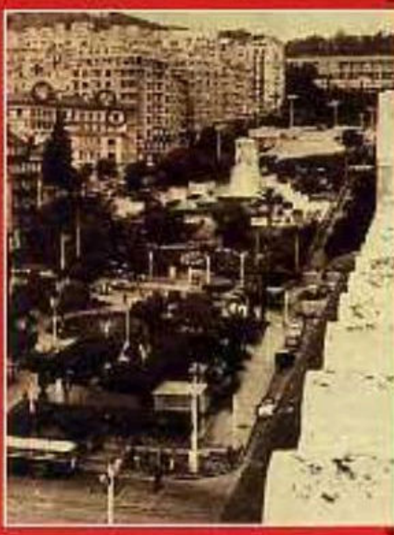


1 - La grande poste, objectif du 1er régiment de chasseurs parachutistes, à 17 h 15, une heure avant la fusillade. Elle sera occupée dans les premières heures de la nuit du 24 au 25 janvier et deviendra le P.C. de cette unité. 2 - Tireurs à la Compagnie Algérienne, P.C. d'Ortiz.



3 - Tireurs isolés repérés sur le boulevard Laferrière. 4 - L'immeuble du *Bled*. Il abritera le colonel Debrosse avant de devenir le P.C. temporaire du 1er R.E.P.







LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

LA CORSE A-T-ELLE FRANCHI LE RUBICON?

Marcel SAVREUX ancien préfet de la Corse apporte son témoignage



JE prends connaissance d'un article publié dans le n° 257 d' « Historia Magazine », sous le titre « Voilà que la Corse franchit le Rubicon ».

Cet article de 8 pages est consacré aux événements qui se sont déroulés en Corse, en mai 1958, alors que j'administrais l'île. On m'attribue des comportements, on me prête des déclarations, on m'associe à des entretiens, sans se soucier de la vérité et sans qu'à aucun moment le rédacteur ait songé à m'interroger. Et cependant, propriétaire ès qualités des bâtiments investis par les parachutistes, responsable de l'ordre public, le préfet était, sans nul doute, le témoin principal.

Je ne puis évoquer ici les différentes inexactitudes que j'ai relevées. Deux exemples suffiront :

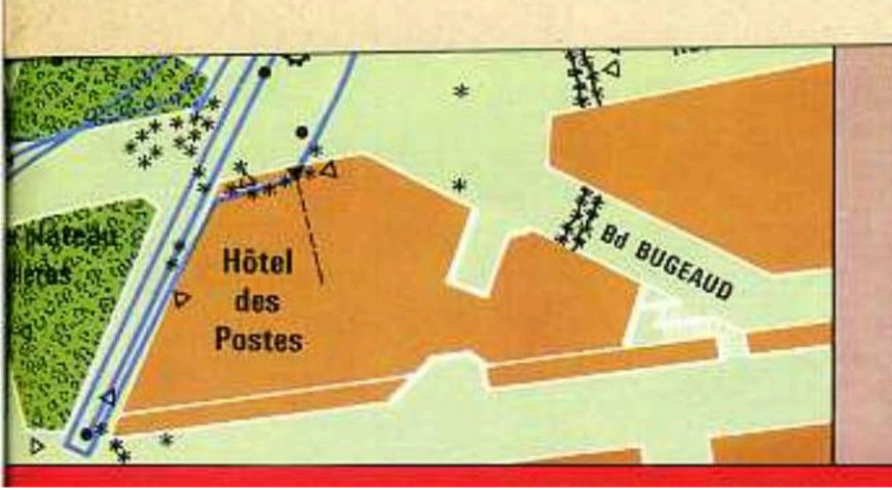
1) Le préfet est « allègre ». « Comment ne le serait-il pas? écrit « Historia ». Il a l'*exequatur* des insurgés et de son ministre. » Aussi bien ces « insurgés » m'avaient, ajoutez-vous, demandé de « rester à mon poste pour expédier les affaires courantes ».

L'invraisemblable politique du double clin d'œil, ainsi imaginée, ne heurte pas seulement le bon sens, *elle met en cause mon honneur professionnel.* Pour l'apprécier, il suffit de savoir que, secondés par les mitraillettes des « paras », les « insurgés » m'ont, sur l'heure, prescrit de quitter ma préfecture et m'ont placé en résidence surveillée, dans une villa située en montagne, à 60 km d'Ajaccio; il suffit de savoir qu'apprenant, le 1er juin, que je me proposais de quitter la Corse et de reprendre contact avec le gouvernement, ils m'ont interdit de partir; et qu'enfin, ayant enfreint cette interdiction, je n'ai échappé que de justesse à l'arrestation dont j'étais menacé.

2) Est-ce la population qui, le 24 mai, a manifesté contre le pouvoir local que

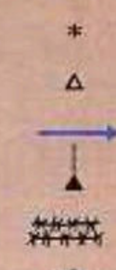
(Suite page VI)

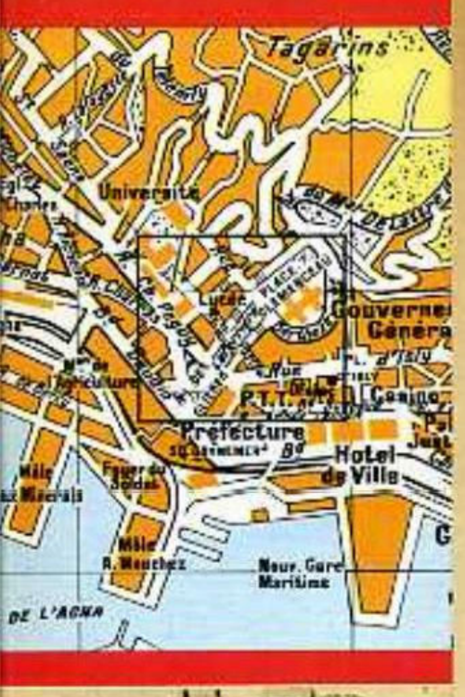




IVIER 1960

Victimes parmi les civils
Victimes parmi les Gendarmes Mobiles
Tireurs repérés
Marche des Escadrons
Position de tir des Gendarmes Mobiles
Barricades
Pneus explosifs

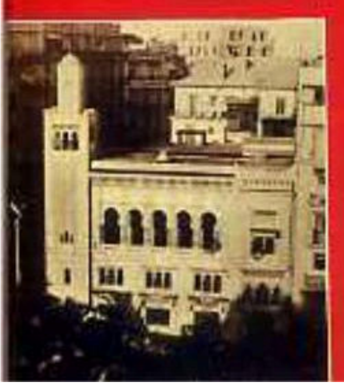








3 - Tireurs isolés repérés sur le boulevard Laferrière. 4 - L'immeuble du *Bled*. Il abritera le colonel Debrosse avant de devenir le P.C. temporaire du 1er R.E.P.



Précisions pour l'Histoire...

... Je trouve que vous ne parlez pas assez des paras et de la légion étrangère, du 1er R.E.P., en particulier, qui a fait en Algérie le plus grand travail. Vous nous mettez toujours des articles de témoins « biffins » et trop de politique; pourtant, ça ne doit pas manquer, les Mémoires des hommes qui ont servi dans les troupes de choc...

P. L..., 45-Orléans



... J'ai combattu aux côtés des forces de l'ordre comme membre de la police judiciaire à l'époque où elle collaborait avec les services du 2e bureau du général Sauvagnac, secteur de Djidjelli.

Si Abdallah et Si Moktar sont des personnages que nous avons traqués très souvent.

Dans son article, Si Abdallah fait l'éloge des combattants de l'A.L.N. avant les grandes opérations fructueuses de l'armée française, comme il le dit lui-même d'ailleurs.

Bien que mon rôle fut minime dans cette « guerre », je peux dire que la brigade mobile dont je faisais partie a présenté au parquet des centaines de collaborateurs du F.L.N. : collecteurs de fonds, agents de liaison, boîtes aux lettres, ravitailleurs, etc. Rien que pour l'année 1956, plus de 350 mandats de dépôt avaient été effectués par la justice civile de Djidjelli. En principe, des peines légères, trop légères, étaient infligées pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État (A.S.E.E.) : six à neuf mois de prison en général.

Qu'était-ce, comparé à la lutte sans merci que nous menaient nos adversaires : coupage de langue, sectionnement de nez, égorgement, découpage à la pioche des corps de nos jeunes soldats, etc...

M. M. B..., 51096 Reims

★

... M. Benhabyles, et non Benkabylis (même orthographe que celui dont vous faites mention, dans le même numéro, à la même page et même appartenance familiale) n'était pas procureur à Oran mais premier président de la cour d'appel d'Oran. Il a d'ailleurs fini en cette qualité à Alger après avoir, jusqu'en mars 1963, continué à exercer à Oran dans le cadre de la coopération. (H.M. n° 243, page 1436.)

Son fils (ou plutôt l'un de ses fils) était ambassadeur du F.L.N. en Chine pendant les événements...

M. H. M..., Châtelguyon



◀ *L'Algérie de Tamanrasset à Dunkerque – une Algérie rêvée par beaucoup.*

★

... Natif de là-bas, installé depuis quatre générations, mon arrière-grand-père paternel eut l'honneur d'être naturalisé français par Napoléon III lui-même lorsqu'il se rendit à Oran.

Ma mère aima la France et ses enfants, elle ne faisait pas la distinction entre une religion et une autre. Son père fut, à Aïn-Temouchent, un ouvrier agricole et sut que les musulmans allaient se révolter. C'était à l'époque de 1930. Il me semble la revoir encore lorsqu'elle pleura au moment de l'annonce à la radio de la défaite de Dien Bien Phu et pourtant, elle n'avait aucune parenté parmi ces soldats. Ceci pour vous dire que malgré notre condition sociale, nous avions une certaine fierté de la grandeur de la France, pendant que d'autres, eux, sablaient la défaite et la sableront encore huit ans après. Et pourtant, ils étaient Français aussi.

Je m'engageai à 18 ans au moment de la guerre d'Algérie. Mon instruction était celle d'un primaire, car je dus quitter l'école à 13 ans. Je pense que mon contrat fut rempli avec devoir; ayant même eu l'honneur d'avoir participé au putsch en

Permettez à un assez fidèle lecteur de votre revue de dire à M. Jean Escande qu'il n'a certainement pas plus souffert au camp du « Lido » aux Pins-Maritimes, près de Maison-Carrée qu'un autre appelé pendant ses quatre mois de classes. Au demeurant, il semble que cet article soit entaché de quelques contre-vérités. D'abord M. Escande confond le camp du « Lido » avec l'école de cavalerie de Hussein-Dey, qui y avait une annexe, alors que les R.I.Ma. y avaient leur centre d'instruction principal pour l'Afrique du Nord (Réf. insigne au-dessus du cinéma et page 1983).

Je puis vous dire aussi qu'un appelé d'Algérie incorporé direct n'avait pas plus droit au camp du « Lido » qu'un Métropolitain ou qu'un Réunionnais. Quant à me rendre dans mon village, qui était à 119 km d'Alger, je n'y allais pas tous les jours et je puis dire une chose, c'est que ma première permission a été une *convalescence*, onze mois après mon appel sous les drapeaux et sept mois dans le massif de Collo.

M. J.-P. V..., 11100 Narbonne



Native de Maison-Carrée, je peux vous dire que le camp du « Lido » ne se trouvait pas du tout à Hussein-Dey, mais entre Maison-Carrée et Fort-de-l'Eau (plus près de Fort-de-l'Eau,







avril 1961 dans les rangs du commando parachutiste de l'air nº 40 (ceci pour la petite histoire : tous les soldats servant dans cette unité furent volontaires. Ils eurent le droit de choisir)...

M. Ch. J...., 76-Rouen

★

Votre Nº 65 Historia Magazine *Guerre d'Algérie*, page 1899. Vous citez le capitaine Ronda, comme notre chef. La seule fois où je l'aie vu, c'est une nuit, aux barricades, voulant nous faire prendre la pose pour un photographe de *Paris-Match* (folklore évidemment !).

Par contre, son frère, « Coco » Ronda, faisait partie de notre compagnie et crapahutait avec nous.

Ensuite, vous citez 1 200 hommes. Vous pouvez enlever un zéro. La compagnie opérationnelle comptait environ 180 hommes à sa création et à notre dissolution par de Gaulle, nous n'étions que 120 environ (le reste ayant préféré les U.T. tranquilles ou jugés indésirables). Vous dites que Ronda s'est fait aimer de ses 1 200 volontaires : ne l'ayant vu qu'une fois, ça n'était pas possible, et tout le monde ne s'est pas trouvé d'office au F.N.F.

Quant au lieutenant Jourdes (à cette époque) il était secondé par 2 ou 3 lieutenants (Blanc, par exemple) et 1 aspirant (Gambette).

Mamy n'est pas venu au début et a commandé une section comme chacun des adjoints de ▶

Arrivée de réservistes au camp du « Lido », situé près de Fort-de-l'Eau.

d'ailleurs) et à 15 km d'Alger. Je connais très bien la plage du Lido pour m'y être baignée maintes fois.

A travers l'article écrit par M. J. Escande, on sent bien l'esprit « patriotique » de l'individu lorsqu'il dit qu' « il se demandait bien ce qu'il faisait là » en parlant de l'Algérie : question qu'auraient pu se poser les soldats pieds-noirs qui ont franchi la Méditerranée en 14-18 et en 39-45 pour aider « leurs frères » de métropole. Ces grands-pères et pères de pieds-noirs (qui n'avaient que 27 mois à faire bien qu'appelés directs et qui pouvaient rentrer tous les soirs chez eux) n'ont pas eu, eux, la chance de se dorer au soleil (car si j'en crois la photo qui s'étale sous mes yeux, les soldats du camp du « Lido » n'ont pas l'air si malheureux) et ils ne pouvaient pas non plus rentrer tous les soirs chez eux. Ce que je sais, c'est que je n'en connais pas un qui ait rechigné pour aller faire son devoir. Car c'était un devoir, monsieur, d'aller défendre une terre conquise par vos aïeuls et mise en valeur par des gens venus d'univers différents, certes, mais courageux et au cœur si purement français ! Il est vrai qu'ils ne laissaient pas peut-être derrière eux une « fiancée » à charge *(sic)*, chose qu'il n'a pas pu trouver peut-être dans cette Alger la Blanche à la si mauvaise mentalité !...

Quant aux petits Arabes qui marchaient pieds nus en plein hiver, il n'y avait pas de quoi les dédaigner, « Bébert de Corrèze » ! Ils étaient peut-être des petits-fils ou fils de soldats musulmans ayant combattu pour la France, mais en tout cas le résultat lamentable d'une politique menée par les gouvernements successifs de la France.

Mme J. E....,
95130-Saint-Ouen-l'Aumône

★

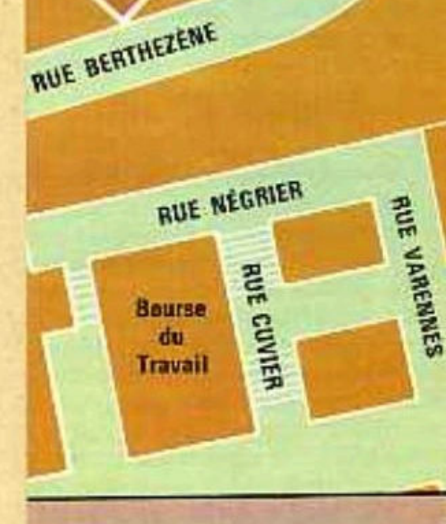
Nous remercions la Providence d'avoir été vigilante afin que celui qui est désigné dans la lettre ne soit pas devenu officier. Nous regrettons, messieurs, votre manque de vigilance pour avoir permis à ce « monsieur » de faire paraître son article.

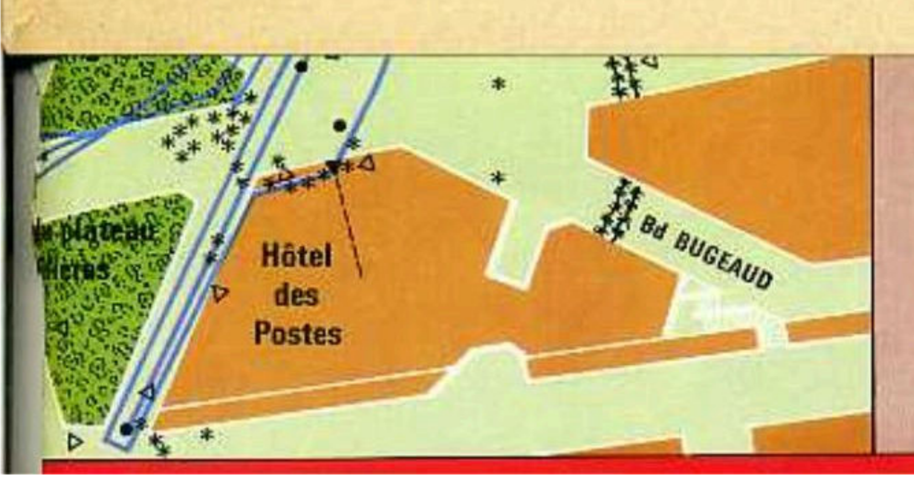
L'article signé Jean Escande est ignoble et sordide. Le rédacteur de cette lettre, roturier d'origine, ainsi que tous les siens, se sont trouvés à l'aise dans la cavalerie qui a su reconnaître les siens en rejetant l'auteur de l'article.

Vous avez engagé votre esprit d'objectivité avec la publication de cet article, ce qui me fait regretter la collaboration que vous m'avez demandée et que je vous ai offerte sans réserve.

Capitaine P. C...







JANVIER 1960

Victimes parmi les civils

Victimes parmi les Gendarmes Mobiles

Tireurs repérés

Marche des Escadrons

Position de tir des Gendarmes Mobiles

Barricades

Pneus explosifs



La vérité des deux côtés...

Nous donnerons dans un prochain numéro du « Courrier des lecteurs » les modalités de souscription à l'index général établi pour

Historia Magazine « Guerre d'Algérie »

Jourdes (5). Pour finir, car j'ai horreur d'écrire, M. Courrière parle, dans un de ses livres, des U.T. de choc, qui se baptisaient eux-mêmes les « terribles ». Volontaire du début à la fin de cette compagnie, j'assure que *c'est faux !*

Par contre, il peut y avoir une explication. En tant que volontaires pour chasser le fell, nous mettions un point d'honneur à avoir une tenue de combat impeccable, retaillée, et une allure de soldat.

Alors que les autres U.T., recrutés de force, ne se souciaient que peu de leur accoutrement. En conséquence, et sans grande méchanceté, nous les appelions : les « terribles toriaux »...

J'espère que mes anciens amis vous écrivent aussi et vous permettront d'éviter des erreurs...

M. Jacques F..., 69008 Lyon

... En lisant la réponse de Mlle Joëlle Bigata à un témoignage de son père, je n'ai pu contenir mon indignation. J'écris en tant qu'enfant qui a connu, non une guerre d'indépendance, mais une guerre de rébellion.

Mlle Bigata compare la guerre d'Algérie à celle du Vietnam ou à la seconde guerre mondiale... Je n'ai vécu ni l'une ni l'autre, mais de telles comparaisons risquent d'être erronées, car les circonstances, les faits et les personnes ne sont pas les mêmes.

Mlle Bigata trouve injuste la rancœur et la colère de son père, même « seize ans après » ! Qu'elle aille s'informer auprès des « enfants martyrs » paralysés à vie !

TÉMOIGNAGE

■ Il existait quatre groupes de compagnies nomades d'Algérie (G.C.N.A.) disséminés dans toute l'Algérie. Chaque groupe de compagnies nomades, comprenait quatre compagnies et son P.C.

Radiotélégraphiste, je suis muté, après une instruction de six mois au CIABCA (Alger), à la 16e compagnie du 4e groupe ; cette compagnie est montée.

La compagnie nomade, encadrée d'officiers français et de sous-officiers français et musulmans, était composée en grande partie de musulmans, une trentaine d'Européens complétaient l'effectif, soit environ 160 hommes. Tous ces musulmans étaient engagés volontaires, rebelles ralliés, et une infime partie d'appelés.

La 16e compagnie était commandée par le capitaine Colombes, chef remarquable, humain, réfléchi, compréhensif, mais aussi autoritaire, qui avait également sous ses ordres directs une harka d'environ 30 hommes, tous volontaires, cantonnée également à Guel-es-Stel.

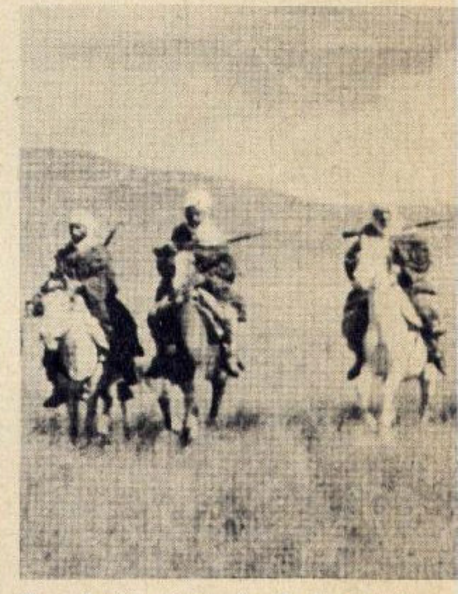
Nous faisions partie du secteur de Paul-Cazelles, où se trouvait notre P.C., les trois autres compagnies se trouvaient cantonnées une à Birine, la 2e à Chabbounia, la 3e à Chellala (Reibell).

Avec ses cadres, notre compagnie n'eut aucune désertion, en une trentaine de mois de 1958 à 1960. Cependant rien n'eût été plus facile pour ces musulmans, mais nul d'entre eux ne songeait à cela, tous participaient aux opérations. J'appris plus tard, alors que, rapatrié, je rencontrai un ancien radio de ma compagnie, que plusieurs désertions avaient eu lieu, celles-ci essentiellement dues au changement de politique du gouvernement.

Les opérations furent souvent fructueuses, grâce à ces musulmans qui, se mêlant à la foule des marchés et au hasard des rencontres, obtenaient de précieux renseignements, que nos chefs savaient exploiter judicieusement.

En tant que radio, j'ai participé à l'opération la plus étrange et la plus extraordinaire à ma connaissance. A la suite de renseignements obtenus, nous apprenons que les derniers éléments de la bande à Bellounis, en dissidence, se trouvaient depuis quelque temps sur le massif de Reibell.

Malgré le désaccord du colonel commandant le secteur et du commandant du 4e GENA, notre capitaine décide de monter une opération qui devrait durer trois semaines environ.



Des harkis dans le Sud oranais. De nombreux musulmans rejoindront les groupes de compagnies nomades.

Laissant un effectif très restreint à la compagnie, nous partons pour le massif avec 130 cavaliers environ, deux G.M.C., un pour le ravitaillement des hommes, un pour celui des chevaux avec en remorque une citerne d'eau et une jeep-radio (ANGRC 9). De son côté la

Les années passent, mais, heureusement, la mémoire reste. Et à propos d'un soi-disant « peuple algérien » (qui n'a jamais existé avant 1962... et encore existe-t-il vraiment aujourd'hui?), dans quelle catégorie Mlle Bigata range-t-elle les musulmans assassinés ou miraculeusement vivants, restés fidèles à la France ?...

Mlle B. N..., 67100 Strasbourg

★

... Je ne saurais vous dire combien je vous suis reconnaissante pour votre réponse à votre père. Vous avez eu la franchise d'écrire et de faire savoir à beaucoup de Français de France ce que beaucoup de pieds-noirs pensent tout bas et, par orgueil, ne veulent admettre. Bravo !... (H.M. G.A. n° 238 (45).)

Mme B..., 75-Paris

★

... Je dirai un petit mot à Mlle Bigata au sujet de ce qu'elle écrit à propos de l'article de son père paru dans le n° 218 : « Aucune torture infligée à des adultes ne rachète le martyre des enfants. »

Je suis métropolitain, venu en Algérie me battre pour vous défendre contre le banditisme, à l'origine. Cette terre d'Algérie n'a pas été conquise par le « colonialisme » français, rappelez-vous les incursions maures sur les côtes de Provence et le coup d'éventail du dey d'Alger à notre consul. Les premiers colonialistes ont été les Arabes eux-mêmes (VIIe et XVIe siècle). Par contre, ce qui a été fait par la France durant cent trente ans est bien digne d'éloges et ne peut être comparé. Exemple : les marais de la Mitidja assainis, ce qui a donné cette magnifique plaine fertile ; je pourrais en citer d'autres.

Deuxièmement, civil en Algérie, après avoir été parachutiste en Kabylie, j'ai connu moi-même le terrorisme, ayant été blessé dans un attentat. J'ai vu ce que dit votre père, des hommes, des femmes et des enfants ruisselants de sang. Une Européenne, ▶



11e compagnie, commandée par un lieutenant, reçoit l'ordre de surveiller la face ouest du massif puisqu'elle se trouve cantonnée de ce côté-là.

Sur un des G.M.C. nous installons l'unique mortier de la compagnie, et c'est là que le silence, la finesse d'exécution et l'autorité des chefs ont pu nous faire mener à bien cette opération.

Pendant plusieurs nuits, nous roulions, GMC et jeep, le long du massif, empruntant la piste la plus proche de celui-ci, tous phares éteints. Nous arrêtant, nous installions notre mortier et faisions feu en direction du massif, pour repartir et recommencer plus loin la même opération, et ça, pendant plusieurs nuits de suite. Les rebelles, croyant être encerclés, n'osaient se montrer, nous espérions les prendre par le manque de vivres.

Et c'est ainsi qu'après plusieurs jours et nuits, j'obtins de notre P.C. par radio le « message » que nous attendions avec impatience.

Ce message disait que le lendemain, à l'aube, les rebelles tenteraient de s'échapper, descendraient depuis le col en longeant la gorge qui finissait à la source au pied de la montagne, c'est-à-dire pratiquement à l'autre extrémité de notre lieu de stationnement, et qu'une fois sortis de là ils s'évanouiraient dans la nature.

Le capitaine me dicta un message à l'intention de l'aviation de Paul-Cazelles qui devrait envoyer deux T-6 en observation, afin également de nous couvrir en cas de besoin.

Donc, tard dans la nuit, nous faisons mouvement vers l'endroit indiqué, c'est-à-dire assez près de la source afin de nous mettre en embuscade et d'attendre ainsi le passage de ces fellaghas dont nous savions à peu près le nombre.

Lorsque ces H. L. L. s'avancèrent un peu plus dans le matin encore bien sombre, dans l'intention de nous fausser compagnie, le cercle se referma autour d'eux. Se voyant pris, ils se rendirent alors qu'arrivaient les deux T-6.

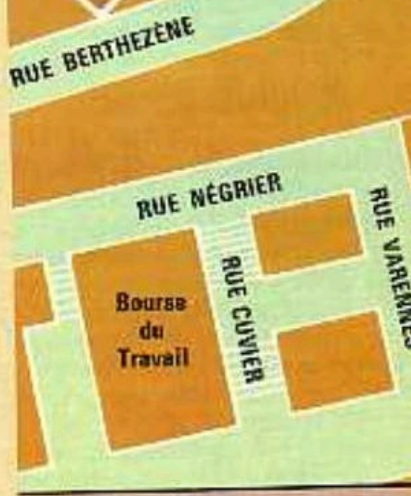
Le bilan de cette opération très positive fut de onze fellaghas pris, dont le neveu de Bellounis, âgé d'une quinzaine d'années, de son adjoint, de onze armes individuelles et de nombreux documents concernant la région.

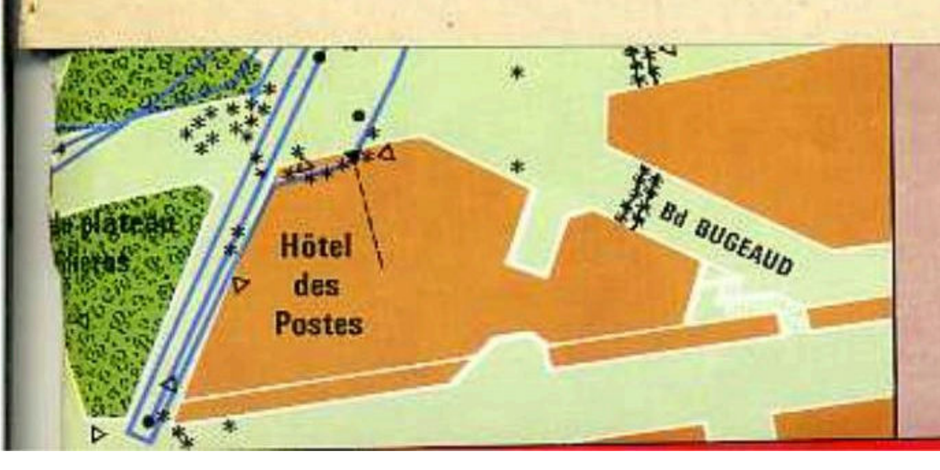
Plus tard, sur d'autres renseignements, un lieutenant et cinq volontaires montèrent à l'assaut d'un piton où se trouvait une grotte, et où nous devions trouver du matériel. Arrivés à la grotte, ils y trouvèrent un fusil mitrailleur, une forte somme d'argent (2 millions, je crois) et d'autres documents ; alors qu'au sol deux mégots finissaient de se consumer, ce qui prouvait qu'au moins deux fellaghas s'étaient échappés croyant être encerclés, ils s'étaient enfuis laissant là armes et bagages.

Des quatre groupes de compagnies nomades, bon nombre sont tombés pour la France.

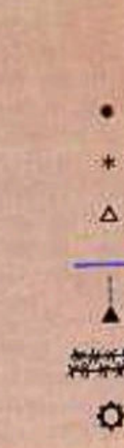
M. A. Odru..., 06320 Cap-d'Ail

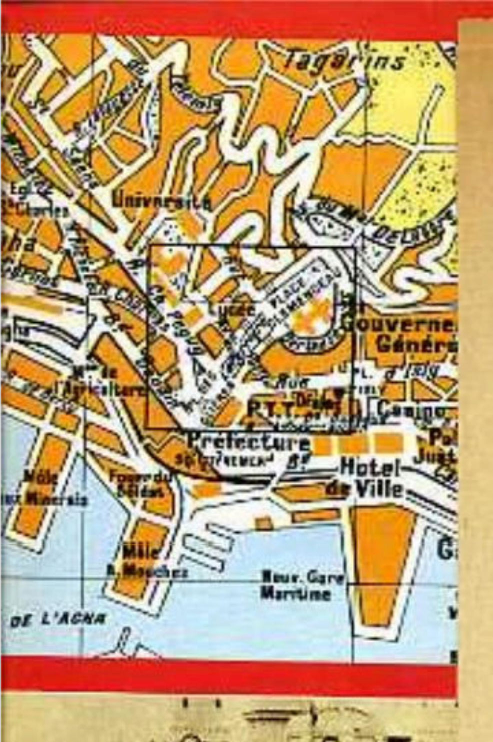




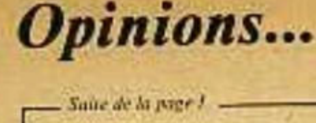


ANVIER 1960









Opinions...

Suite de la page I

je représentais? Il y a eu « soulèvement de la Corse » écrivez-vous; « la Corse franchit le Rubicon ».

Or comme un député de la Corse l'affirmait, le 27 mai, à la tribune de l'Assemblée nationale, il est « tout à fait inexact » de « parler de soulèvement de la population ». En effet, comme l'établit irréfutablement un document photographique que je possède, le cortège des « manifestants » qui, sous la protection des parachutistes, ont pénétré dans la préfecture, ne comprenait que 80 à 90 participants sur 40 000 Ajacciens et près de 300 000 Corses!

Les forces de police, requises par mes soins, dès 9 h 30 du matin, devaient totaliser environ 450 hommes pour réagir éventuellement contre 80 « insurgés »... Livrés à leurs seuls moyens, jamais ces derniers n'auraient tenté d'atteindre la préfecture; mais il y a eu l'intervention militaire armée que l'on sait; trompés par leurs chefs, d'infortunés soldats croyaient venir à Ajaccio pour « rétablir l'ordre », alors qu'ils venaient créer la subversion...

la mère d'un de mes amis, a été tuée non loin de moi. J'ai transporté moi-même un petit musulman âgé de onze ans, horriblement blessé, qui est mort en arrivant à l'hôpital.

Je suis père de famille (trois enfants), catholique pratiquant. Il ne faut pas, en partant d'une intoxication progressiste ridicule et infâme, jeter de l'eau bénite sur les auteurs de lâches attentats; la charité à contre-sens devient complice du crime...

M. C. de B..., 33-Rions

★

... On reproche aux maintenus d'avoir crié la quille, mais il me semble que cela ne les a pas empêchés de se battre, surtout avec les moyens mis à leur disposition. Personnellement, les armes que j'ai vues dans les mains de mes camarades étaient le lebel, le mousqueton et quelques Mas 36 et Sten, alors que chaque rebelle possédait des fusils plus modernes et mieux adaptés et surtout possédait une cargaison de balles alors que l'on nous en attribuait 12 et que nous devions faire un rapport par balle...

M. J. N..., 71-Chalon-sur-Saône

★

... Dans un de vos récents numéros d'Historia Magazine *Guerre d'Algérie*, nous relevons un article de M. Mannoni « l'Algérie de papa ». J'y reviendrai. Ils ont bon dos, les pieds-noirs-colonialistes-tortionnaires, Algérie de papa, etc., etc.

Je n'ai jamais vu que les Breguet deux-ponts refusent les Arabes avec les Français. Mais pour cela, bien sûr, il fallait payer le tarif. Or l'Arabe aime, en général, mieux employer ses sous en chèvres ou terrain... que de prendre une place confortable... et plus chère...

Je suis dans un village où tous les dimanches, et même la semaine, bien qu'ouvrier, je fais ma belote. Or des gens du pays plusieurs fois millionnaires se gardent bien de prendre l'apéro, par esprit lucratif!... C'est connu de tous... Alors, dans ce cas aussi c'est le fils à papa?...

Celui qui a inventé le fils à papa a aussi crié « le Québec libre » pendant qu'il emprisonnait les Bretons indépendants, est-ce vrai?... Et la dame canadienne qui a dit à la télé « L'assassin de Laporte, c'est ce Français », ne s'est pas beaucoup trompée...

Quant aux fils à papa!

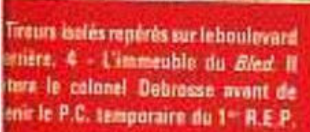
Avoir un fils capitaine qui passe amiral et un gendre chef d'état-major de l'armée française... ce n'est déjà pas de la petite bière...

Alors, de grâce, assez de vos histoires à sens unique...

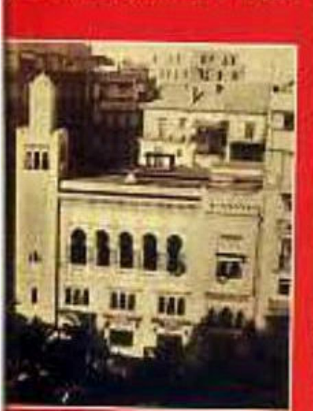
M. L..., 34-Bédarieux

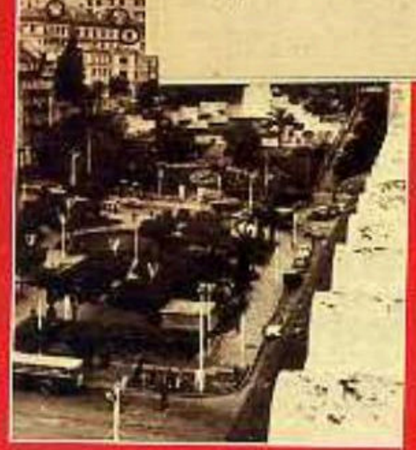
★

... J'ai, depuis le début de sa parution, suivi avec plaisir l'analyse que vous faites de la guerre d'Algérie. Je lis, bien sûr, l'opinion de vos lecteurs et, au risque de décevoir cer-



Tireurs isolés repérés sur le boulevard ...rrière. 4 - L'immeuble du *Bled*. Il ...tera le colonel Debrosse avant de ...enir le P.C. temporaire du 1er R.E.P.





Maison des Etudiants

...CHE 1er R.C.P.





◀ *Premières heures d'un débarquement. Les paras occupent les toits de la préfecture investie. Au matin du 24 mai, un comité de salut public s'était constitué à Ajaccio où des parachutistes ont été amenés depuis Calvi. Des comités de salut public s'étaient également constitués dans toute la Corse.*

Il y a eu aussi, je l'écris avec peine, la défection coupable de quelques serviteurs de l'État qui, manquant gravement à leur devoir, ont obéi à des préoccupations personnelles n'ayant rien de commun avec les idéologies et la rénovation nationales.

Certes, comme la plupart des Français, les Corses étaient alors favorables au retour du général de Gaulle; d'autant plus favorables que des dizaines de milliers des leurs habitaient l'Afrique du Nord et qu'on affirmait que, le général au pouvoir, c'était l'Algérie qui demeurerait française.

Mais consultez l'histoire insulaire, elle révèle que lorsque les Corses ont recours à l'insurrection, c'est contre l'envahisseur que leurs armes sont dirigées et non contre les institutions de la patrie. Ils sont, plus qu'ailleurs, respectueux des autorités légales de leur pays; dès lors, on comprend qu'ils aient été étrangers au coup de force du 24 mai.

Toute autre affirmation relève de la légende.

Marcel Savreux



Malgré les précautions prises, le sabotage des voies ne peut pas toujours être évité.

tains, je pense que vos articles ont une grande qualité : l'objectivité. Je pense que votre revue doit être un reportage sur les événements, tels qu'ils se sont passés aussi bien du côté des fells que du côté des forces de l'ordre. Il ne vous appartient pas de juger, mais d'informer et vous y réussissez très bien. Les rancœurs, les regrets, les révoltes, ne sont pas de mise dans vos articles et votre transcription des faits doit être au-dessus de cela...

M. Marcel C..., 78250 Meulan

... A la lecture de l'article de M. Pierre Croissant : « Quand un « alpin » se fait cheminot », paru dans votre numéro 281, je ne puis m'empêcher de lui dire qu'il envoie le bouchon un peu loin.

A ma connaissance, les ouvertures de voie se faisaient de la façon suivante :

1) Le matin une draisine blindée précédée de deux wagons plats non amarrés (en cas de mine c'est le premier wagon qui volait en éclats et non la draisine);

2) En cours de journée, une heure avant le passage d'un train de voyageurs, un scout-car blindé équipé de roues de chemin de fer à la place de ses roues de voiture ;

3) Le train proprement dit poussait devant lui un wagon plat, comme au 1 (voir photo du train sur le viaduc, Tizi-Ouzou, page 1961, où cela est très visible);

4) Patrouille à pied bougeant et scrutant la voie dans les parcours dangereux (courbes, ravins, etc.);

5) Les ballasts des endroits réputés dangereux étaient peints au pulvérisateur afin de déceler si ces derniers avaient été remués pour y enfouir une mine;

6) Les précautions ne pouvaient, bien sûr, empêcher les sabotages par mines télécommandées.

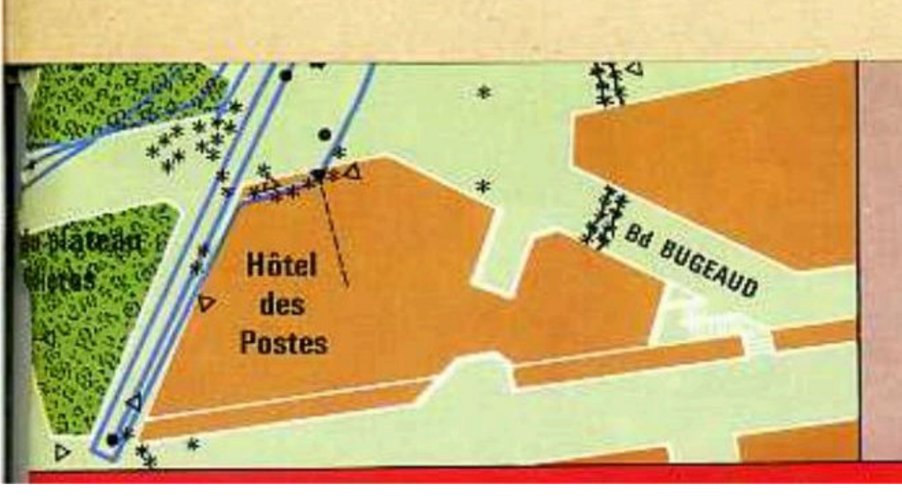
Quant aux enfants à qui il distribue les « restes » de pain et de fromage, il est possible que son chef n'ait pas été d'accord, mais de là à généraliser...

M. H. R..., 06110 Le Cannet

(A suivre)







JANVIER 1960

Victimes parmi les civils

Victimes parmi les Gendarmes Mobiles

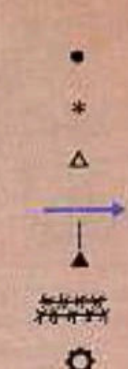
Tireurs repérés

Marche des Escadrons

Position de tir des Gendarmes Mobiles

Barricades

Pneus explosifs

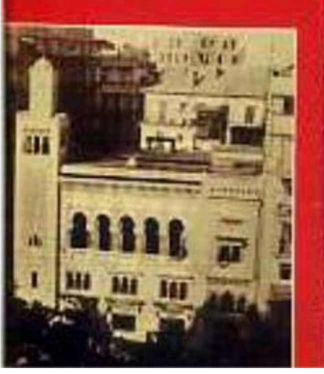


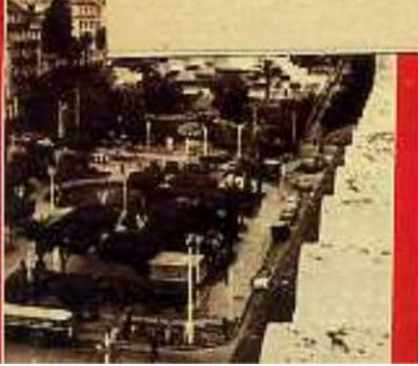






Tireurs isolés repérés sur le boulevard ...rrière. 4 - L'immeuble du *Bled*. Il ...tera le colonel Debrosse avant de ...enir le P.C. temporaire du 1er R.E.P.

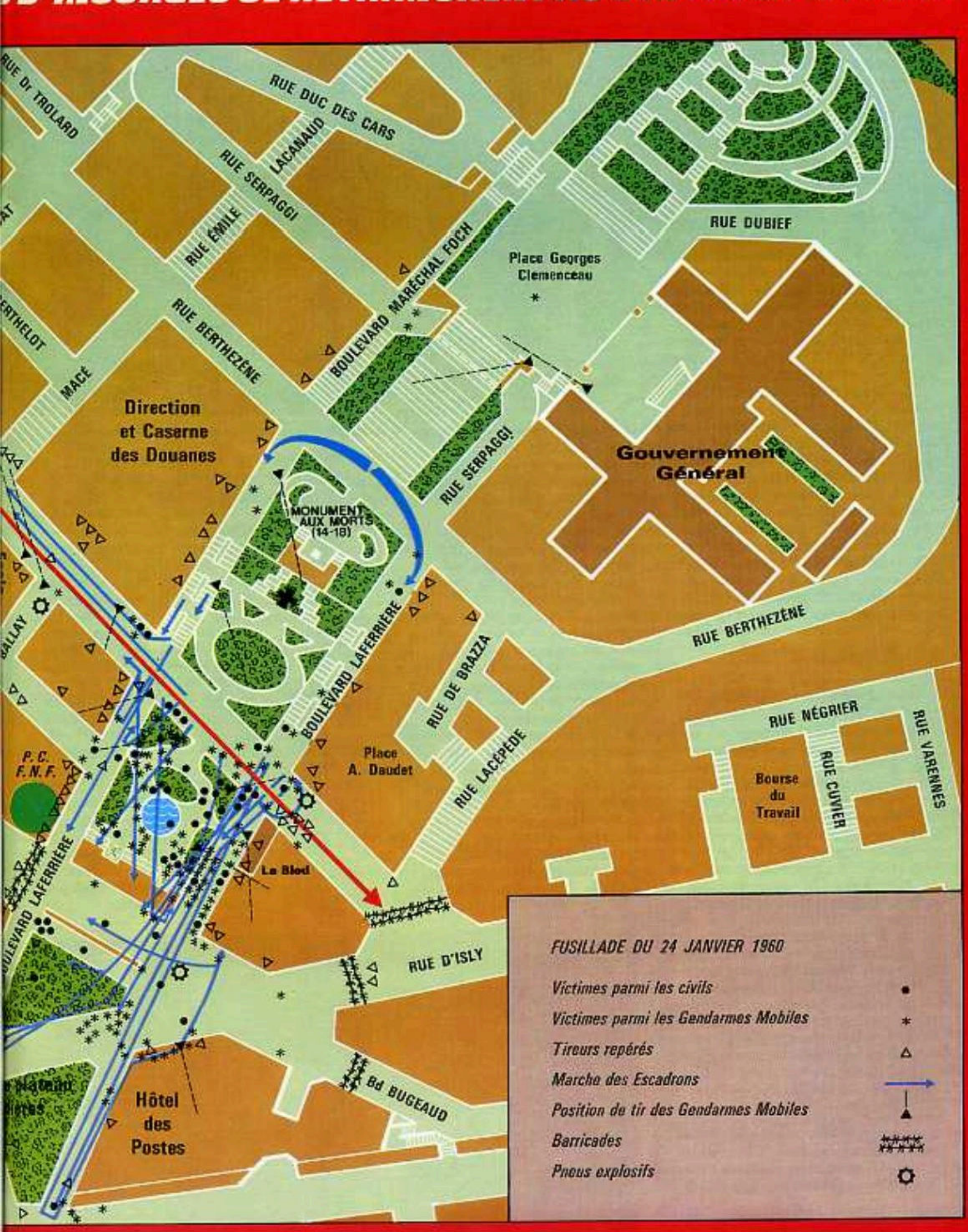






Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351

S D'INSURGÉS SE RETRANCHENT AU CENTRE DE LA VILLE



les paras du colonel Broizat et ceux du colonel Dufour font écran en

Le 24 janvier 1960, lorsque la manifestation commence tous les responsables du F.N.F. sont réunis dans l'immeuble de la Compagnie Algérienne, 1, rue Charles-Péguy, en compagnie du capitaine Filippi et du colonel Gardes.

De son côté, Pierre Lagaillarde et ses amis sont retranchés à l'intérieur des facultés.

Tous sont pleins d'espoir en cette journée qui commence.

Cependant, dès que les premières colonnes de manifestants débouchent sur le plateau des Glières, les leaders activistes connaissent leurs premières surprises.

L'état-major Massu avait laissé entendre, la veille encore, que les barrages rencontrés par les manifestants sur leur chemin seraient très fluides, faciles à traverser.

Or les premières informations parvenant au P.C. d'Ortiz vers 11 h-11 h 30 signalent, au contraire, que le passage des barrages a été très dur, qu'il y a eu des heurts extrêmement violents, non seulement avec les gendarmes mobiles, mais aussi avec les parachutistes.

Dans le même temps, les manifestants apprennent que des barrages sont installés sur les routes qui mènent de Rouiba, l'Alma, Fort-de-l'Eau, etc., vers Alger et que toutes les voitures des environs d'Alger qui doivent rejoindre le centre ville sont arrêtées.

Une situation intolérable

C'est à ce moment-là que l'état-major du F.N.F. s'aperçoit que les promesses faites par l'armée ne sont pas tenues. Susini s'adresse une dernière fois à la foule à midi. Puis il se rend près d'Ortiz pour l'informer qu'il refuse désormais de mentir aux manifestants et de prendre de nouveau la parole.

En effet, le leader des étudiants pense que la violation des promesses qui lui ont été faites par des militaires se traduira par une violation beaucoup plus grave encore, à savoir que les régiments qui ont été rappelés sur Alger, au lieu d'aider les patriotes à prendre d'assaut les bâtiments publics, vont s'y opposer.

Plus le temps passe, plus la situation devient intolérable au P.C. d'Ortiz. Les activistes s'aperçoivent qu'ils ne peuvent compter sur aucun concours de l'armée.

C'est alors que le colonel Gardes déclare que l'appui qu'il pouvait espérer d'un certain nombre d'officiers n'a pu être obtenu. Que ces officiers, maintenant, sont réticents. Que le plan envisagé d'un commun accord entre civils et militaires ne peut donc plus être suivi et qu'il convient, par conséquent, que le F.N.F. prenne une décision.

Bien entendu, pour Jo Ortiz, il ne peut en aucun cas être question de repli, car ses amis et lui ont, depuis le 20 janvier, multiplié sur tous les tons les déclarations disant que le 24 janvier serait vraiment l'étape décisive du combat, que le départ de Massu signifiait la fin de l'Algérie française.

Le F.N.F., avec 1 500 hommes moyennement armés, ne pouvait faire reculer les 2 000 gendarmes mobiles équipés de mitrailleuses lourdes qui gardaient l'immense bâtiment.

Finalement, après avoir fait le tour du problème, au pied levé, quatre hommes : Gardes, Ortiz, Sapin-Lignières et Susini, doivent se résoudre à prendre la décision de faire dresser des barricades.

Il est 14 heures lorsque, réunis dans un tout petit bureau situé au fond de l'appartement qu'occupait la Compagnie Algérienne, les « Quatre », utilisant une carte sous-verre détaillée du centre d'Alger, tracent au fusain les emplacements qui seront ceux des barricades.

Après qu'elles furent dressées, le service d'ordre du F.N.F. reflua derrière et la compagnie opérationnelle du 11ᵉ B.U.T. (bataillon d'unité territoriale) prit position, sous les ordres de Serge Jourdes, dans le couloir du 1, rue Charles-Péguy.

Dès ce moment, le F.N.F. se considère en état d'insurrection contre le pouvoir parisien parce qu'il estime que de Gaulle renie ses serments et se prépare à livrer l'Algérie au F.L.N. Il demande à l'armée de prendre position.

18 h 10. Susini et Ortiz sont en train de travailler dans un des bureaux de leur P.C. lorsqu'ils entendent du bruit. Un bruit qu'ils prennent au départ pour un bruit de meubles que l'on déplace à l'étage au-dessus. Il leur faut quelques secondes pour réaliser que ce sont, en



E.C.P.A.

Les gendarmes mobiles chargent au pas de course. Dans la foule, quelqu'un tirera. Et ce sera la fusillade...



E.C.P.A.

Soirée tragique, soirée au tragique bilan. Un blessé, le lieutenant Ejarque, agonisant, dira : « Il y a vingt-quatre mois que je me bats contre les fellaghas et je meurs assassiné par des gens qui crient *Algérie française !* »


P. Nöstal

◄ Du haut de l'immeuble d'Air Algérie, un U.T. surveille les alentours. En face, dans l'immeuble de la Compagnie Algérienne, se trouve le P.C. du chef du F.N.F. Au soir du 24 janvier, Ortiz s'interroge : quelles mesures va adopter Challe, face à ce qu'il appelle désormais des « émeutiers » ? Lui, en tout cas, il est bien décidé à mener la lutte jusqu'au bout.

fait, des coups de feu. Ils sortent sur le balcon. Armés de pistolets, ils ouvrent le feu sur les gendarmes qui dévalent, en tirant, le plateau des Glières.

Le bruit devient rapidement épouvantable, la confusion est extrême. Il faut attendre encore quelques minutes pour que deux F.M., situés chez les manifestants, prennent à leur tour les gendarmes sous leur feu.

Marcel Ronda donne ordre aux soldats du 11ᵉ B.U.T. de lui amener un F.M. Il se saisit de l'arme. Au pas de course, il monte au 3ᵉ étage du 1, rue Charles-Péguy et, allongé sur un balcon, il commence à tirer par petites rafales.

Un autre F.M., placé dans un immeuble situé à l'autre angle de la rue Charles-Péguy et manœuvré par Ghnassia, tire à son tour.

La charge des gendarmes est brisée net. Ils doivent refluer vers le Forum. Ils sont pris sous le feu des hommes de Lagaillarde au niveau de l'avenue Pasteur.

C'est alors que, débouchant du boulevard Carnot, le colonel Broizat arrive à la tête des paras du 1ᵉʳ R.C.P. Au même moment, par la rue Berthezène, le colonel Dufour et ses bérets verts débouchent au pas de course sur le plateau des Glières.

Un lourd bilan

Les deux régiments font écran entre les insurgés et les mobiles. La fusillade cesse. Aux rafales des armes automatiques succèdent maintenant les sirènes des ambulances déchirant la nuit qui vient de tomber sur Alger. Il est 18 h 20. Le bilan est lourd : 20 morts et 147 blessés.

A qui incombe la responsabilité de cette tuerie ?

Bien présomptueux est celui qui peut l'affirmer. Il y a cependant une première certitude : le premier coup de feu n'a pas été tiré des immeubles occupés par les hommes du service d'ordre du F.N.F. Un communiqué émanant des forces armées a, d'ailleurs, reconnu ce fait important.

Une autre certitude, les manifestants ne se sont jamais, à aucun moment, préparés à tirer. Le fameux plan de tir, n'a été établi que plus tard, quarante-huit heures plus tard.

A peine arrivés sur les lieux, des officiers du 1ᵉʳ R.E.P., dont le capitaine Sergent, franchissent la barricade Hernandez, ainsi baptisée pour commémorer le souvenir d'un U.T. abattu devant elle, à l'entrée de la rue Charles-Péguy, et nouent le contact avec Ortiz et Susini. Ils sont presque aussitôt suivis du colonel Dufour, qui demande aux insurgés ce qu'ils veulent. Ce à quoi Susini répond :

« Nous voulons avoir la certitude que l'Algérie restera française. Nous voulons que l'intégration soit proclamée une fois pour toutes. Nous n'avons pas d'autre ambition politique. Nous avons fait le serment de mourir si ces buts ne sont pas atteints. »

Dufour quitte le camp retranché pour aller voir le général Challe. Les paras ont pris position aux alentours. Soudain, la situation s'assombrit. Un certain nombre d'émissaires arrivent.

D'abord, des civils, comme Arnould, président des anciens combattants, qui revient de voir Challe et qui signale que le général est dans un état de colère effroyable, qu'il se prépare à prononcer un discours très violent.

Coll. Trisse

Le Journal d'Alger

LE SANG FRANÇAIS A COULÉ

Fusillade entre gendarmes mobiles et manifestants

19 TUÉS, 141 BLESSÉS

LE GÉNÉRAL MAURICE CHALLE :

« Etat de siège à Alger

D'ailleurs, au même instant, des hélicoptères venant de la base de Reghaïa, munis de canons de 20 et de mitrailleuses de 30 et de 12,7, survolent à basse altitude le camp retranché.

Ensuite des émissaires militaires qui sont encore plus alarmants. C'est le cas du capitaine Hautechaud, qui vient dire : « Vous allez avoir, à minuit, une attaque générale contre vous, menée par les gendarmes mobiles, les commandos de l'air, les chasseurs alpins. Ce que je vous propose, immédiatement, au nom de l'état-major Massu, c'est de venir vous chercher avec des camions et de vous transporter dans un coin quelconque du bled où vous sauterez et disparaîtrez dans la nature. C'est la seule façon pour vous de préserver votre vie. »

" Radio-Lagaillarde "

Les insurgés refusent ce compromis, qui leur paraît déshonorant. Ils affrontent quelques heures d'une attente particulièrement fébrile, sachant qu'il ne leur reste que cinq ou dix minutes de feu et qu'ils ne sont pas en état de résister à un nouvel assaut.

Chez Pierre Lagaillarde, dans le réduit des facultés, où l'on ignore encore tout du danger, on s'organise. Un émetteur radio est mis en place. Dès le lendemain il émettra sous la dénomination « Radio-Lagaillarde ». Sa faible puissance ne lui donnera pas l'audience espérée.

Enfin, vers minuit, le P.C. Ortiz pousse un grand soupir de soulagement avec le retour du colonel Dufour, qui vient de quitter Challe et qui donne sa parole qu'il n'y aura pas d'offensive contre le camp cette nuit.

Ne se préoccupant pas du lendemain, épuisés et heureux de pouvoir passer une nuit calme, Ortiz et son état-major se rendent au 5, rue Charles-Péguy pour prendre un peu de repos, laissant le camp à la garde des quelque 300 ou 400 hommes qui y demeurent encore. H

Pierre DEMARET


Le Journal d'Alger

Le général Ely est en Algérie

DE GAULLE A PARLÉ

LE CHEF DE L'ÉTAT RESTE FERME SUR LE PRINCIPE DE L'AUTODÉTERMINATION

« Agir de manière à ne pas perdre en fin de compte l'Algérie, ce qui serait une catastrophe »

« RIEN NE CAUSERAIT PLUS DE JOIE A LA PATRIE QUE DE VOIR LES MUSULMANS CHOISIR LA SOLUTION LA PLUS FRANÇAISE »

LE CHEF DE L'ÉTAT A AJOUTÉ : « Aucun soldat ne doit s'asso-

C.N.R.A

◄ Le principe de l'autodétermination, qui devait faire couler le sang français à Alger, le 24 janvier 1960, les problèmes posés par la politique de De Gaulle, sont parmi les causes de la crise au sein du F.L.N.

A LA fin de l'année 1959, le G.P.R.A. tient la vedette aussi bien dans les chancelleries que dans les colonnes de la presse mondiale. Chaque fois qu'il prend une initiative — soit qu'il accepte, le 28 septembre, l' « autodétermination de l'Algérie » offerte par de Gaulle, mais à condition que les garanties de ce principe fassent l'objet de pourparlers bilatéraux, soit qu'il propose, le 20 novembre, que ses cinq ministres emprisonnés en France deviennent des négociateurs officiels — ses décisions font, dans les grandes capitales, la « une » des journaux. Personne ne soupçonne cependant l'étonnante vérité : cette organisation, que l'on pourrait croire si puissante, ne mène, en réalité, qu'une vie précaire. Les colonels qui, à Tunis, représentent les wilayas de l'intérieur, l'ont condamnée parce que, affirment-ils, « elle ne bénéficie plus de la confiance des combattants ».

Le 4 septembre, Kaïd Ahmed, le « commandant Slimane » de la wilaya 5, qui a quitté son P.C. opérationnel pour gagner Tunis, interpelle en ces termes Ferhat Abbas, avec lequel il a milité, en 1954, au sein de l' « Union démocratique du Manifeste algérien » : « Sais-tu que tu ne fais qu'expédier les affaires courantes ? Sais-tu que tu es entouré de lions ? — Je sais bien que certains de ces lions veulent me manger, riposte le président du G.P.R.A., mais je sais aussi qu'ils cherchent à se dévorer entre eux. » Ce propos montre que le vieux routier n'ignore pas que, si les dix colonels les plus importants de l'A.L.N. viennent de se réunir à Tunis pour tenter de rénover le F.L.N., les oppositions qui les séparent sont apparues dès leur première séance de travail.

Le champ libre laissé aux colonels est, en fait, un champ clos où dix puissants personnages s'affronteront durant cent jours, sans parvenir à se mettre d'accord sur des structures de commandement différentes de celles du passé et sur un chef incontesté que l'on pourrait placer au sommet de la pyramide.

La contradiction principale est celle qui oppose la véritable équipe dirigeante du G.P.R.A., celle des « 3 B » — Belkacem Krim, Boussouf, Ben Tobbal — aux deux anciens chefs des « comités de coordination militaire » de l'Est (Mohammedi Saïd) et de l'Ouest (Houari Boumediene) renforcés par le chef de la wilaya 5, Lotfi, successeur et ami personnel de Boumediene à la tête de l'A.L.N. d'Oranie. Ces trois-là critiquent globalement la stratégie du « triumvirat » du G.P.R.A. et mettent en particulier en cause l'influent conseiller militaire de Krim, le commandant Mahmoud Idir.

Un petit homme chauve et moustachu

« Mohammedi Saïd a aussi sa part de responsabilité dans ces échecs », rétorquent, d'une voix unanime, les « 3 B », qui, face à des adversaires redoutables, font toujours front commun, en dépit de leurs propres divergences.

Le rapport des forces est tel que les deux groupes s'équilibrent à peu près, et il apparaît de plus en plus clairement, au fil des jours, que les quatre colonels, qui ne sont pas directement mêlés à ce conflit, ne peuvent guère intervenir efficacement sur le terrain glissant où les deux « traîtres » luttent pour le pouvoir. Représentant de la wilaya 1, Hadj Lakhdar, le baroudeur qui avait dirigé, le 1er novembre 1954, l'attaque contre Batna, est trop nouveau dans son commandement pour être en mesure d'exercer une autorité réelle. Le porte-parole de la wilaya 3, Yazourène, dit Brirouche, dit Saïd, petit homme chauve et moustachu, sans grande prestance, se trouve dans la même situation d'infériorité : il n'est que le pâle représentant du leader dont le prestige est en train de s'affirmer dans les montagnes kabyles, Mohand Ou el-Hadj, le renard qu'aucun général français n'a pu prendre au piège, le « Vieux ».

Délégué de la wilaya 2, Ali Kafi dispose, lui, d'une grande autorité, mais il refuse de se prononcer catégoriquement soit pour la « tendance Krim », soit pour la « tendance Boumediene », car s'il n'aime pas le ministre de la Guerre, il est uni par une vieille amitié à Ben Tobbal, allié de Krim Belkacem. Enfin, le représentant de la wilaya 4, Slimane Dehilès (Si Sadek) n'est pas de taille à s'imposer.

Les « chefs historiques » du F.L.N., emprisonnés à l'île d'Aix, pourraient-ils, eux, jouer les médiateurs ? Les dix colonels, qui ont établi avec eux un contact clandestin, ne manquent pas de les interroger sur tous les problèmes qui se posent à eux, et notamment sur l'attitude à adopter face à la politique de De Gaulle, mais si Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider et Rabah Bitat prennent nettement position en faveur de la « poursuite du dialogue avec le président français au sujet du contenu à donner à l'autodétermination des Algériens », ils refusent d'entrer dans les « querelles de Tunis ».

A la mi-octobre, au moment où la lassitude commence à gagner, à Tunis, toute la « classe politique » du F.L.N., Lotfi fait la proposition qui va permettre aux dix colonels de sortir de l'impasse : « Puisque nous sommes incapables de nous entendre sur un compromis, et que les arbitres n'existent pas, remettons le destin de la révolution à un C.N.R.A. profondément remanié, dont nous dési-



: 33 JOURS A TRIPOLI...



De gauche à droite : Abdelhamid Mehri, Ferhat Abbas, Yazid et Boumendjel. Les quatre hommes sont réunis dans la villa de Ferhat Abbas, à Tunis. La position du président du G.P.R.A. est devenue très inconfortable.

gnerons les membres à la majorité relative. » Cette proposition est adoptée.

L'ancienne liste — celle des cinquante-quatre membres du précédent Conseil national de la révolution algérienne, le deuxième C.N.R.A. du Caire — est, tout d'abord, expurgée. Les « dix » rayent les noms de certains délégués qui, depuis août 1957, sont tombés au champ d'honneur. Mais ils prononcent aussi certaines exclusions pour raisons politiques. Krim Belkacem, qui, en échange, promet à ses rivaux de limoger le commandant Idir, obtient l'éviction de trois anciennes vedettes : le ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A., Lamine Debaghine, le ministre de l'Armement, Chérif Mahmoud, et le ministre des Affaires culturelles Toufik El-Madani. Tous trois sont mis sur la touche, mais autorisés, en tant que « ministres en exercice », à assister à la session du C.N.R.A.

Les autres ministres et secrétaires d'Etat du G.P.R.A. (y compris les cinq emprisonnés en France qui pourront, comme tous les autres absents, voter par procuration en confiant leur mandat à un présent) constituent, aux côtés des dix colonels « invitants », le noyau de ce C.N.R.A. — qui comprendra, au bout du compte, soixante-cinq membres. Il est décidé que les six wilayas seront représentées chacune par cinq délégués, dont dix se trouvent déjà hors d'Algérie et vingt quittant l'intérieur du pays pour un voyage pouvant durer deux mois.

Les autres « conseillers » seront les représentants de la Fédération de France du F.L.N. (cinq délégués, dont certains, tel Taïeb Boulharouf, replié à Rome, ont dû quitter le territoire français pour échapper à la D.S.T.), les représentants des Fédérations F.L.N. de Tunisie et du Maroc, ceux de l'organisation syndicale (U.G.T.A.) et de l'organisation des étudiants (U.G.E.M.A.) du Front et, enfin, un certain nombre de personnalités dont toutes n'étaient pas présentes au C.N.R.A. du Caire.

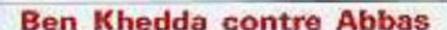


Le palais législatif de Tripolitaine, où se réuniront les délégués algériens, loin des journalistes et des oreilles indiscrètes des agents de renseignements de toute nationalité qui hantent les métropoles arabes.

Les dix colonels sont bientôt en mesure de fixer la date — 16 décembre — et le lieu — Tripoli — de la réunion du C.N.R.A. Le choix de la capitale libyenne — de préférence à Tunis et au Caire — permet aux Algériens de maintenir leur neutralité dans le conflit — toujours aigu — entre Bourguiba et Nasser. Tripoli offre, d'autre part, un autre avantage : les responsables du F.L.N., qui ne tiennent pas à ce que leurs dissensions soient connues, pourront délibérer loin des journalistes. Saad Dahlab est prévenu qu'on fera appel à sa fermeté et à sa finesse pour présider ces assises, qui risquent fort d'être tumultueuses.

Cinquante délégués sont finalement présents lorsque, le 16 décembre 1959, à Tripoli, sur l'ex-Via Impero, devenue avenue de l'Indépendance, le rescapé du premier C.C.E. ouvre le troisième C.N.R.A. dans la salle blanche rectangulaire, sobrement décorée, du Palais législatif de Tripolitaine. Les quinze absents ont tous donné à tel ou tel participant les mandats qui compteront dans les votes.

Ben Khedda contre Abbas



Boussouf, qui s'est chargé de mettre en place les installations techniques de ce « petit congrès » a donné, pour ce faire, de gros moyens à un de ses principaux adjoints, Laroussi Khalifa, *alias* Abdelhamid, un intellectuel au front bombé, au nez busqué et au visage curieusement courbe, qui a fait des études d'ingénieur agricole dans une école française, qui a été conduit au Maroc par le F.L.N., qui s'est vu confier la direction d'un stage de cadres politiques et qui, enfin, a occupé des fonctions de plus en plus importantes auprès du ministre des Liaisons et Communications. Grâce aux efforts déployés par ses services et au matériel moderne dont il dispose, des bandes magnétiques enregistreront toutes les interventions des orateurs. Ceux-ci, parlent, en général, en français ; les discours en arabe sont traduits par Boualem Bessaih.

Si les spécialistes de Boussouf occupent des logements modestes à l'hôtel Minerve ou à l'hôtel Excelsior, les ▶



dans l'entourage de

un gouvernement au sein duquel il s'est senti de plus en plus mal à l'aise. Il demande que l'appareil extérieur du F.L.N., trop compliqué et trop statique, soit allégé de manière à pouvoir établir un lien plus organique avec la résistance intérieure. Il se prononce enfin pour la mobilisation et l'encadrement des masses, à l'intérieur de l'Algérie, autour d'un nouveau programme du F.L.N. qui concrétiserait de manière plus précise que par le passé les aspirations socialisantes et nationalisantes de la révolution algérienne.

Ferhat Abbas conteste, pour sa part, l'opportunité d'un tel programme, qui, selon lui, pourrait être qualifié d'« extrémiste » à Paris et compromettre, de ce fait, les développements futurs du dialogue entre le F.L.N. et de Gaulle. Les adversaires les plus irréductibles du président du G.P.R.A. qualifient cette position de « capitularde », tandis que certains colonels, comme Sadek et Lotfi, vont plus loin encore que Ben Khedda en proposant qu'une direction unique politico-militaire du F.L.N. s'installe désormais à l'intérieur de l'Algérie.



Tripoli, où le ▶ C.N.R.A. tint session durant un mois, du 16 décembre 1959 au 18 janvier 1960. *En haut :* l'Albergo del Mehari, où sont descendus les délégués. Les débats promettaient d'être houleux. Aussi, le conseil, non content de cet éloignement exceptionnel, s'imposa le huis clos absolu, ne voulant pas montrer au monde, dans les circonstances difficiles que le Front traversait, le spectacle de ses divisions. La session s'ouvrit dans un climat dramatique.

congressistes, eux, habitent l'Albergo del Mehari, l'hôtel du Chameau, que Mussolini fit construire sur le front de mer, en 1937, lorsqu'il vint en visite officielle en Libye, et qui, vingt-deux ans plus tard, a pour directeur un fidèle ami du F.L.N., Echadi Chergui. Cet établissement de trois cents chambres n'est pas climatisé, mais il offre aux membres du G.P.R.A. les commodités de ses patios, d'une salle à manger qui leur est spécialement réservée et du grand salon où beaucoup regardent, le soir, les programmes de télévision (comédies musicales et westerns) transmis depuis la base militaire américaine de Wheelusfield.

Les réunions du C.N.R.A. se déroulent là, sous les pâtisseries en stuc du plafond tarabiscoté, face au trône du roi de Libye (dont les représentants — le premier ministre Kobar et le gouverneur de la Tripolitaine, Tahir Bakir — ont reçu chaleureusement, dès le 18 décembre, Abbas, Krim et Mehri venus leur faire une visite de courtoisie). Les discussions interminables des congressistes occupent toutes les matinées, et souvent les après-midi, jusqu'à ce que Mohammedi Saïd et Brirouche, dont la piété est ostentatoire, réclament, à l'heure de la prière, une suspension de séance.

Tous les ministres du G.P.R.A. soumettent à la critique de l'assemblée les activités qu'ils ont eues depuis quinze mois. Le ministre des Finances, Francis, et le ministre des Affaires nord-africaines, Mehri, qui ont des allures très différentes — le premier est petit, rondouillard et jovial, le second grand, maigre et triste — mais qui se montrent également habiles, obtiennent un quitus rapide, ce qui n'est pas le cas pour le ministre des Affaires sociales, Ben Khedda. Il dépose, en effet, un mémorandum dans lequel il exprime son désaccord sur la politique générale menée par

Krim joue et perd

Le débat rebondit lorsque le C.N.R.A. prend connaissance des documents qui ont été rédigés à l'île d'Aix, où se trouvent détenus les « chefs historiques » du F.L.N., et qui sont parvenus à Tripoli. Aït Ahmed a envoyé un texte particulier, en expliquant que les divergences qui le séparaient notamment de Ben Bella l'obligeaient à ne parler qu'en son nom personnel. Il se prononce, quant à lui, contre une « rentrée en Algérie » d'un G.P.R.A. « qui ne pourrait plus, alors, diriger efficacement la guerre de libération et la « maghrebiser » en y faisant participer la Tunisie et le Maroc ». Les partisans de cette solution, accusés d'« obéir à des motifs sentimentaux », s'insurgent. Meilleur manœuvrier, Ben Bella a évité, dans son rapport, d'aborder ce sujet explosif, et cette

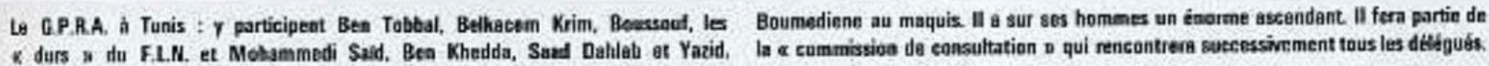


◀ Le colonel Boumediene. Le C.N.R.A. fera placer les forces extérieures de l'A.L.N. sous son commandement unique, avec mission de réorganiser les unités, détruire les barrages et obtenir coûte que coûte une pénétration massive en Algérie.

ser, on se félicite un peu trop tôt de l'élimination de Ferhat Abbas







Le G.P.R.A. à Tunis : y participent Ben Tobbal, Belkacem Krim, Boussouf, les « durs » du F.L.N. et Mohammedi Saïd, Ben Khedda, Saad Dahlab et Yazid.

Boumediene au maquis. Il a sur ses hommes un énorme ascendant. Il fera partie de la « commission de consultation » qui rencontrera successivement tous les délégués.

prudence lui vaudra d'être, à la fin du C.N.R.A., le seul ministre détenu nommé vice-président du Conseil.

Il devient clair que les résultats de cette confrontation d'opinions vont être décisifs dans le choix des membres du nouveau G.P.R.A. que le C.N.R.A. doit désigner. De quelle manière ? Selon une procédure inédite suggérée par Kaïd Ahmed et adoptée par les congressistes.

Une « commission de consultation », composée de « trois frères connus pour leur intégrité » — Dahlab, Boumediene et Mohammedi Saïd — rend visite, individuellement, à tous les délégués pour recueillir leur avis sur la structure et la composition des instances dirigeantes de la révolution. Ses membres s'engagent par serment à garder le secret sur chacune de ces conversations particulières. Ils doivent, au terme de leur tour d'horizon, proposer collectivement au C.N.R.A. la liste des membres du nouveau gouvernement. Celle-ci est rejetée ou acceptée en bloc, publiquement. Elle ne peut être acceptée qu'à la majorité des deux tiers des voix du C.N.R.A.

Le « conclave de Tripoli » sait maintenant comment il va élire le président du G.P.R.A., souverain pontife de la révolution algérienne, et la curie des ministres chargés de l'assister dans sa tâche. Ferhat Abbas ayant démissionné pour « mettre son poste à la disposition du C.N.R.A. », Krim Belkacem prend l'offensive. Il suggère de prendre lui-même la tête d'un « cabinet restreint » qu'il formerait seulement avec trois ministres « militaires » — Boussouf (vice-présidence et Intérieur), Ben Tobbal (Economie et Finances), Omar Oussedik (Affaires sociales) — et un ministre « civil » — Ben Khedda (Affaires étrangères). Ce nouveau pouvoir, dont Ferhat Abbas serait le « porte-parole officiel » et Yazid le « représentant à l'O.N.U. », installerait son siège officiel à l'intérieur de l'Algérie, où les ministres se rendraient alternativement, quitte à délibérer ensemble à Tripoli.

Le caractère original et le côté « pur et dur » de cette formule sont assez séduisants pour que de nombreux délégués déclarent à la « commission de consultation » qu'ils accueillent favorablement le « projet Krim ». L'ambitieux ministre de la Guerre croit, un moment, qu'il touche au but, mais il doit vite déchanter. Le coup le plus dur est celui que lui porte Lamine Debaghine qui, pensant que tout est joué, prend l'avion pour Le Caire et divulgue, dans la capitale de la R.A.U., la nouvelle de la désignation « imminente » d'un nouveau gouvernement algérien remplaçant celui d'Abbas. Plusieurs personnalités de l'entourage de Nasser se félicitent ouvertement de l' « élimination » d'Abbas, qu'ils ont toujours jugé « beaucoup trop prooccidental », mais la manière dont elles se mêlent des affaires intérieures du F.L.N. heurte la susceptibilité nationale ombrageuse des Algériens.

Deuxième malchance pour Krim : alors que bon nombre de ceux qui viennent de se ranger derrière sa bannière veulent durcir le combat du F.L.N. parce qu'ils sont persuadés qu' « il n'y a rien à attendre pour le moment, des autorités françaises », de Gaulle intervient secrètement, mais efficacement, dans le débat en faisant savoir — par l'intermédiaire de Jean Amrouche — à quelques personnalités influentes du C.N.R.A. qu'il est prêt à « faire, prochainement, des concessions concrètes au point de vue du F.L.N. », mais que ▶

Tallandier



◀ Le colonel Lotfi, chef de la wilaya 5. Un meneur d'hommes, intelligent, cultivé en arabe comme en français.

Gamma



Ben Tobbal, ▶ ministre de l'Intérieur, fait partie de la véritable équipe dirigeante : celle des « 3 B ».

"papa Noël s'est manifesté à Paris"

Ferhat Abbas est, à ses yeux, le garant de « l'esprit de conciliation analogue » qu'il attend de son interlocuteur. « Papa Noël s'est manifesté à Paris, déclare Ahmed Francis, et il nous envoie un cadeau qui va peser lourd. »

Le cadeau renforce, en effet, la position des adversaires des « 3 B » (appuyés, d'autre part, par quelques anciens de la wilaya 4, personnellement hostiles à Si Taïeb, c'est-à-dire Omar Oussedik). Ceux-ci retournent la situation en leur faveur et font rejeter le projet du « gouvernement des cinq » au sein duquel Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal se seraient taillé la part du lion. La démission, même « provisoire », de Ferhat Abbas est refusée.

La crise de direction du F.L.N. n'est pas, pour autant, résolue, et les derniers développements de l' « affaire Zoubir » viennent encore l'aggraver.

Le " triumvirat des B "

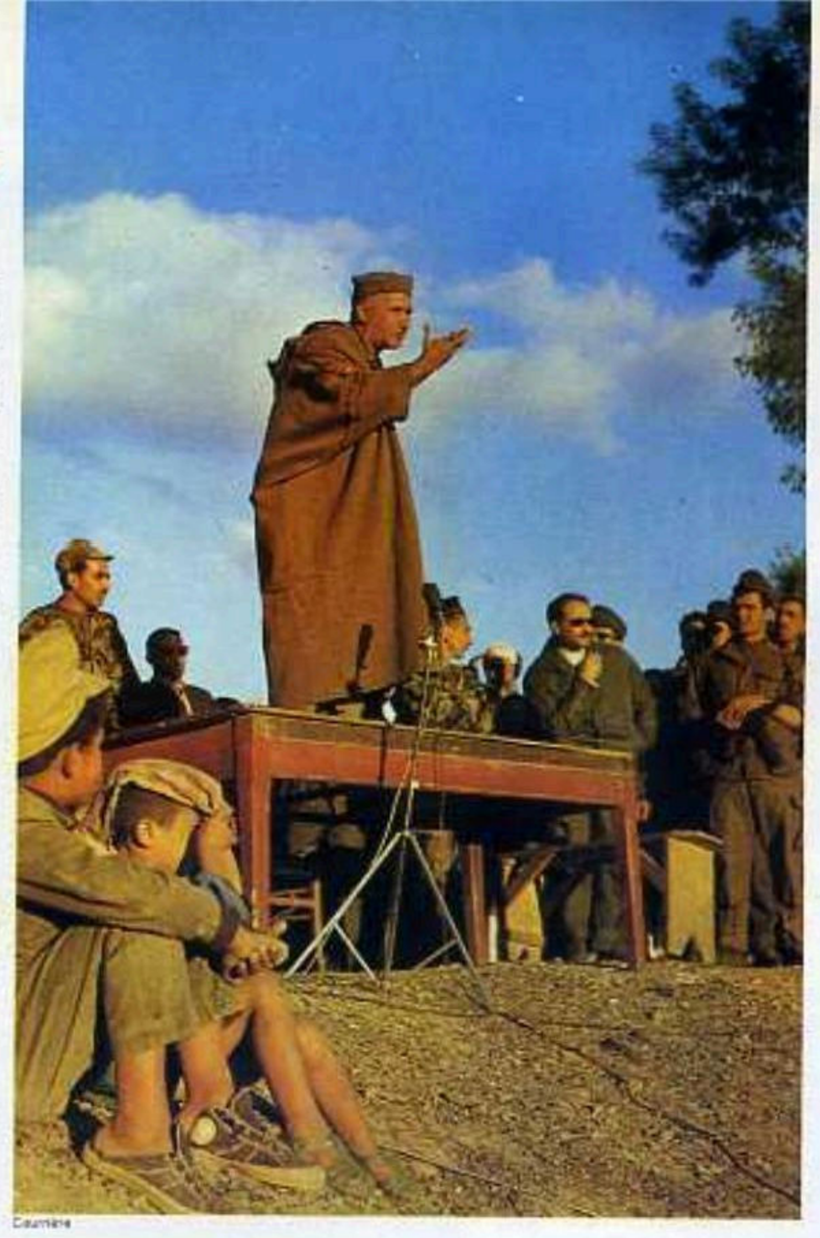
Il devient de plus en plus évident que le C.N.R.A. n'aboutira à rien s'il ne résout pas, en priorité, le problème du grave antagonisme entre la puissance encore très pesante de Krim et la force montante de Boumediene, reconnu par les cadres militaires comme le chef le plus énergique et le plus compétent de l'A.L.N. Le compromis nécessaire, ne peut se faire, estime Dahlab, que sur une formule équilibrée assurant au « triumvirat des B » la permanence de l'autorité qu'il a conquise, mais permettant aussi à Boumediene de commander un état-major général enfin unifié dirigeant de fait, sous le contrôle quelque peu théorique du G.P.R.A., la stratégie de la guerre de libération. Ce plan, cependant, bute sur deux obstacles. Comment amener Krim à renoncer à son titre de ministre des Forces armées ? Comment, d'autre part, se débarrasser, lors de la réorganisation des structures de l'A.L.N., de Mohammedi Saïd, qui a conservé jusque-là, au moins nominalement, la haute main sur les troupes de l'Est ?

Profitant de la situation privilégiée que lui donne sa qualité de président du C.N.R.A. et de président de la « commission de consultation », Dahlab déploie des trésors de ruse et de patience pour lever ces deux hypothèques.

« Pourquoi, dit-il à Krim, ne prends-tu pas, en tant que vice-président du Conseil, la tête d'un « comité interministériel de guerre » au sein duquel Boussouf et Ben Tobbal conserveraient leurs anciens postes, mais où tu deviendrais, toi, le successeur de Lamine Debaghine, le ministre des Affaires étrangères, le personnage historique qui traitera un jour officiellement avec de Gaulle ? Je suis prêt, en ce qui me concerne, à devenir le secrétaire général de ton ministère. »

Dahlab parviendra à faire accepter cette idée. Il persuadera beaucoup plus facilement Mohammedi Saïd de renoncer à ses responsabilités militaires.

Le président du C.N.R.A. a bientôt sa liste en poche, une liste qui comprend à la fois dans un savant dosage des leaders intransigeants et des leaders souples. Ferhat Abbas, confirmé comme président du gouvernement, et Francis, confirmé comme ministre des Finances, Yazid, confirmé comme ministre de l'Information de manière que le second G.P.R.A. puisse mener aussi bien une longue guerre qu'une longue négociation avec les autorités françaises. Mohammedi Saïd est effectivement ministre d'Etat (tout comme les « chefs historiques » du F.L.N. détenus en France, y compris



Courrière

◀ Mohand Ou el-Hadj, successeur d'Amirouche. Il fait souffler sur la wilaya 3 un vent de libéralisme. A plus de cinquante ans, il avait quitté sa famille et son commerce à Bouzeghène, près d'Azazga, pour gagner le maquis, en 1956. Il était l'un des rares Kabyles de famille aisée à avoir quitté la ville pour « monter » au djebel ». On l'appelle « le Vieux ».

L'île d'Aix, sur la côte de la Charente-Maritime, où sont détenus les cinq légendaires dirigeants algériens, « ministres d'État » du G.P.R.A. *En fenêtre, de gauche à droite :* Ben Bella, Mohamed Khider, Lacheraf, Mohamed Boudiaf et Aït Ahmed Hocine. Tous conserveront leur poste dans le nouveau gouvernement.

Vautier



Maquis de l'A.L.N. Une analyse de la situation fit apparaître, lors des débats, que si la lutte se situait sur deux plans, extérieur et intérieur, les chances d'une évolution favorable ne pouvaient plus exister que sur le plan extérieur. Bien que certains eussent prétendu que la victoire finale pouvait encore être remportée par la force des armes.



Ben Bella, nommé vice-président du Conseil) et il s'occupera plus particulièrement des anciens combattants. Krim Belkacem est effectivement ministre des Affaires étrangères (avec Saad Dahlab comme secrétaire général de ce ministère) et vice-président du Conseil, présidant le « comité interministériel de guerre ». La présence, au sein de ce « comité », de Ben Tobbal, toujours ministre de l'Intérieur, et de Boussouf, toujours ministre des Liaisons et Communications et, de plus, ministre de l'Armement, à la place de Chérif Mahmoud, permet la reconduction de l'ancienne « troïka » un peu affaiblie, mais officialisée.

Mehri n'a plus en charge les Affaires nord-africaines, dont s'occupera désormais Krim, mais il prend les Affaires culturelles, laissées par Toufik El-Madani (qui représentera le G.P.R.A. auprès de la R.A.U. et de la Ligue arabe) et les Affaires sociales, abandonnées par Ben Khedda (qui reprendra son bâton de pèlerin d'ambassadeur itinérant). Omar Oussedik est un autre « sortant », car son poste de secrétaire d'Etat est supprimé, tout comme celui de ses deux collègues du premier G.P.R.A., Lamine Khene et Mostefa Stambouli. Il devient ambassadeur en Guinée.

L'état-major général (E.-M.G.) exerçant son autorité sur l'ensemble de toutes les wilayas de l'A.L.N. est constitué sous la direction d'Houari Boumediene, qui prend pour adjoints Kaïd Ahmed (commandant Slimane), représentant des combattants de l'Ouest, et le commandant Menjli, représentant de ceux de l'Est.

Le « conclave de Tripoli » termine sa tâche, en adoptant, d'une part, une « Constitution provisoire » définissant les « institutions provisoires de la République algérienne » et, d'autre part, des « Statuts du F.L.N. » En vertu de ces nouveaux textes, le C.N.R.A., présidé par un bureau de trois personnes obligatoirement renouvelé à chaque session, peut, en attendant que se réunisse un « congrès du F.L.N. », coopter de nouveaux « conseillers » à la majorité des deux tiers. C'est également à cette majorité qu'il doit investir le G.P.R.A. et ratifier les accords internationaux conclus par le gouvernement algérien, mais un cessez-le-feu ne peut être décidé qu'à la majorité des quatre cinquièmes.

Le 19 janvier 1960, le C.N.R.A. approuve la composition du deuxième G.P.R.A. et rend publique une « déclaration » qui relance, en termes prudents, le dialogue avec de Gaulle puisqu'elle affirme que le « recours à l'autodétermination est, pour le peuple algérien, un des moyens de recouvrer son indépendance ». L'ordre du jour est épuisé. Les délégués ont siégé trente-trois jours sans arrêt. Les projecteurs de l'actualité vont alors se braquer sur Alger pour l' « affaire des barricades ». H

Albert Paul LENTIN



GRANDE

◄ **Dans leur village, où la paix est revenue, des anciens bavardent. Ramener la paix dans les Beni-Douala, délivrer de la peur les villages, c'est le défi que lança le capitaine Oudinot aux soldats de l'A.L.N. de la région qui étaient venus, un soir, « canarder » la S.A.S.**

Au détour du sentier, un petit vieux se plante devant le capitaine et, soudain, il explose :

— Alors, mon capitaine, comment j'achète la semoule et l'huile ? Comment je bouffe, moi ? C'est plus possible, mon pauvre ami !

Le « pauvre ami », c'est Oudinot. Il ne bronche pas, son œil très bleu fixé sur la ligne encore plus bleue des crêtes. Puis, comme on abat une carte, il dit :

— T'as un mandat qui t'attend à la S.A.S., mon pote ! Viens le toucher quand tu voudras. On t'attend. On est là pour ça.

Silence. Les deux hommes s'observent. Oudinot repousse un peu son képi. L'autre rajuste son burnous et son béret basque :

— Mon capitaine...

— Quoi, mon vieux ?

— Tu sais bien ce que je veux dire...

Il regarde le sol, fait rouler un caillou du bout de sa matraque.

— Tu veux dire quoi ? demande patiemment Oudinot.

Voter « manu militari »

Ce que le petit vieux ne dira jamais, c'est : « Si je vais à la S.A.S. toucher ma pension, « les autres » me couperont le cou. Alors, crever pour crever, plutôt crever de faim, bien sûr... »

Oudinot lève des bras impuissants :

— Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? Que je vienne payer les mandats à domicile ?

Il ajoute, le sourire froid :

— Un jour, moi, ici, je vais élever une statue. La statue des Beni-Douala, la statue de la Sainte-Pétoche !

Façon de plaisanter. Ni lui ni le vieux Kabyle n'ont le cœur à plaisanter. Ce dernier hausse les épaules, esquisse un vague salut et repart d'un air las.

Il est 18 heures. Le sentier grimpe jusqu'à Taghemount-Oukerrouch.

« Le vieux n'a pas osé me « draguer » devant les autres ! réfléchit Oudinot. Il a préféré m'attendre là. Mauvais signe. C'est *gelé*. »

Le chef de la S.A.S. des Beni-Douala veut dire par là que, depuis un mois, la peur est retombée sur les montagnes. Ses « ouailles » préfèrent se taire, attendre, plutôt que venir le voir. La S.A.S. est en « chômage ». Les Beni-Doualiens sont devenus sourds, muets, aveugles. On préfère rogner sur les dernières provisions, faire soigner les gosses par un rebouteux et laisser dormir les mandats. Tout, plutôt que reprendre le chemin qui mène au guichet, au dispensaire. Entre Oudinot et les Kabyles, un mur de peur, que personne n'ose plus franchir.

— Jusqu'au mois d'août, le « jus » repassait, dit-il. Dans la cour, on ne s'entendait plus, entre les consultants, les chikayeurs. Depuis mai, on respirait mieux.

Il explique que le malaise date d'un peu avant le référendum du 28 septembre. Les femmes ont confié à Hélène, l'infirmière, qu'elles préféreraient aller voter *manu militari*.

— Sinon, on en a pour trois jours à vivre !

Tous étaient persuadés qu'au succès du référendum succéderait une implantation militaire dans chaque village.

« Comme l'implantation n'est pas venue, ils ont peur du grand retour de manivelle ! »

Nous arrivons à Taghemount-Oukerrouch, derrière les soldats en position de combat. 2 300 âmes, livrées le jour aux visites de l'armée, la nuit, à celles de l'adversaire, qui rend une justice sommaire, expéditive, sanglante. Certains villages ont leur poste militaire. Alors, c'est presque la paix. Mais à Taghemount-Oukerrouch, les rebelles sont passés, la nuit dernière. Sur les murs des premières maisons, des inscriptions toutes fraîches. La peinture verte dégouline encore sous les lettres : « Le F.L.N. vaincra ! » Chacun retient son souffle. On sent des présences derrière chaque porte, chaque huis. Village comme tant de villages kabyles. Des rues tortueuses, des maisons en « dur », coiffées de tuiles romaines. Un paysage presque provençal. Une vieille traverse une ruelle, devant nous, comme une volaille effrayée. Oudinot l'appelle. Il la connaît :

— Va prévenir les hommes. Dis-leur de se réunir à la *djemaa*.

A la « djemaa »

La *djemaa*, c'est, dans chaque village kabyle, qu'il soit humble ou prospère, le point de rendez-vous des hommes. « La *djemaa* est aux hommes. A tous les hommes. Un bien inaliénable. Le plus souvent, elle ne paie pas de mine, mais elle n'en a cure. Le nom lui suffit. Et, du moment qu'on l'appelle *djemaa*, elle a beau se trouver à l'entrée, au milieu, dans un coin quelconque, ne disposer que de grossiers trottoirs, se confondre avec la rue, cela ne peut la diminuer. Elle a son histoire, son importance, sa clientèle (1). »

Ce 1er novembre 1958, la clientèle de la *djemaa* de Taghemount-Oukerrouch ne se fit pas prier. Les hommes vinrent, débouchant des ruelles, comme des ombres, gênés, le regard oblique, jusqu'à une sorte de préau, avec un banc maçonné courant le long du mur. Le ciment, poli par le temps et par tous les hommes qui s'étaient assis là, finissait par luire. Par terre, un long tronc d'arbre, comme un autre banc, pour les jours d'affluence. Les hommes de Taghemount-Oukerrouch

(1) Mouloud Feraoun, *Jours de Kabylie*.

PEUR AUX BENI-DOUALA



Oudinot

La S.A.S. du capitaine Oudinot. Quand il est arrivé, en 1956, les écoles étaient fermées ou avaient été brûlées par le F.L.N., les routes étaient coupées, les conseillers municipaux avaient tous démissionné...

s'assirent l'un après l'autre sur le banc maçonné, dans un silence pesant. Les uns portaient la veste européenne, les autres la djellaba. Beaucoup un béret basque. Ils étaient une quinzaine. Tous avaient, en des temps divers, pris le bateau pour la métropole. Ils fumaient, sans rien dire. Oudinot s'installa à califourchon sur le tronc d'arbre. Il les dévisagea, l'un après l'autre, souriant vaguement :

— Alors ? dit-il sans aucune ostentation.

Alors commença une extraordinaire séance. Le capitaine parla pendant près d'une heure. Personne ne répondait, les regards se portaient ailleurs. Seuls les soupirs pouvaient en dire long. Soudain, un des villageois me demanda si je connaissais Paris. Diversion ! Tous se jetèrent sur le sujet, comme sur une bouée. L'un d'eux se mit à réciter la liste des stations de métro, d'un souffle. Sorte de prière pour qu'on ne parlât surtout pas d'autre chose. Certains riaient. Un petit vieux raconta qu'il connaissait le monde entier, et conclut :

— Sauf La Havane. Je n'ai fait qu'effleurer La Havane !

— Tu vendais des tapis ? fit Oudinot.

— Oui, oui, mon capitaine. Je suis allé partout !

— Et voilà, s'exclama le capitaine. Ces gars qui sont allés partout, ces gars malins, entreprenants, travailleurs ne sont même pas fichus de prendre un flingue et de se défendre quand on les empêche de descendre à la S.A.S. chercher leur dû ! Un monde, non ?

Le silence retomba :

— Ils viennent la nuit, reprit Oudinot. Ils bouffent votre semoule. Je sais, je sais, ils payent ce qu'ils réclament...

Silence. Il enchaîne :

— Mais je n'ai pas besoin de vous faire un dessin. Le « fell », il la paie avec quoi, la semoule ? Avec l'argent qu'il vous réclame et que vous lui donnez !

— Mon capitaine, vous auriez pas une cigarette ?

Oudinot passe des cigarettes. Un briquet d'amadou sort d'une djellaba et fait le tour de l'assemblée.

— Qu'est-ce qu'ils vous promettent ? Je le sais, des gars me l'ont dit : « Vous aurez tous un hôtel Aletti » ! Parlez d'un programme !

Certains éclatent de rire malgré eux.

— Belharif, il y est pas allé par quatre chemins, lui, quand on a voulu l'em..., enchaîne Oudinot.

Dans les Beni-Douala, Belharif est un cas. Le vieux Saïd Belharif a jugé qu'à soixante-dix-huit ans, il n'avait de consignes à recevoir de personne. Ni des militaires français ni des fellaghas qui tournaient autour de son village. Comme il était propriétaire d'une petite ferme, le chef de front de son village lui a délégué un collecteur.

— Moi, je paie rien du tout et à personne ! s'est écrié Belharif.

Il savait ce qui l'attendait. Il s'y préparait. Une nuit, le chef de front lui a délégué ses terroristes. Belharif les a reçus à coups de fusil. Puis, comme il ▶

J. Tavels



◀ Le marché aux moutons. Dans tous les villages de Kabylie, les collecteurs du Front passent pour prélever la dîme. Lorsque la population est trop pauvre pour donner la moindre pièce, ils s'emparent des moutons, des coqs ou des lapins. Malheur à celui qui se soustrairait à ses « obligations » envers la « révolution ».

Oudinot engage à Tizi-Ouzou "trois gus", d'an



◄ Des soldats de l'A.L.N. Les combattants du maquis prendront parfois le relais de l'O.P.A. La mission de ces « détachés », qui sont soit des cadres militaires, soit de simples soldats, est d'obtenir à tout prix, par la terreur ou l'endoctrinement politique, la docilité des habitants aux consignes du F.L.N. et leur soutien total à l'Armée de libération nationale. Les militaires se substitueront ainsi souvent aux cadres civils.



n'avait plus rien à faire d'autre, il a pris le sentier qui menait au poste militaire, en pleine nuit. Il y est arrivé avec son fusil. Il a demandé asile à l'armée.

— C'est pas un traître, Belharif ! C'est un homme libre, fait Oudinot. Il assure sa propre autodéfense. Les autres ont peut-être brûlé sa ferme, mais Belharif, ils ne l'ont pas eu.

A Taghemount-Oukerrouch, comme dans tous les villages qui n'ont pas encore d'implantation militaire, le problème ne concerne pas tant les bandes armées que l'action terroriste dans les villages. Problème qui en entraîne un autre : celui des effectifs.

— Tant que les bandes pourront compter sur le support des O.P.A., et tant que les O.P.A. pourront se reconstituer dans les villages et verrouiller les populations, la guerre ici se prolongera.

Le Far West

Les jugements de l'O.P.A. sont rendus sans circonstances atténuantes. L'inculpé n'y assiste pas. La sentence est parfois exécutée un an après. Le tribunal est composé du chef de secteur, du « chef de front », du chef terroriste et d'un représentant de l'A.L.N. Quatre hommes qui, le moment venu, font irruption chez le condamné, l'emmènent ou parfois l'égorgent sur place, et le silence retombe. Sur son fichier, Oudinot raye un nom.

— Je ne peux rien faire d'autre, dit-il. Un chef de S.A.S. n'est pas là pour monter des opérations... Nous, nous relevons d'une double hiérarchie : le service central des affaires algériennes, sur le plan de la gestion, et nous nous intégrons dans la structure traditionnelle de l'administration civile, soit pour renforcer les cadres existants, soit pour prolonger leur action, soit, parfois, pour les suppléer.

— Mais alors, quels sont vos rapports avec l'armée ?

— Nos rapports ? Ils devraient être nets. Le secteur est notre sous-préfecture, donc notre double patron, partant de ce fait que la guerre et le renseignement, c'est l'affaire du quartier, aidé par la S.A.S. ; pour le reste, politique, travaux, municipalisation, écoles, A.M.G., c'est l'affaire de la S.A.S., aidée par le quartier.

— Quand je suis arrivé en Kabylie pour la première fois, il faisait un temps de chien. Pluie et boue. Je déjeune à l'hôtel Kohler (1) et je prends le convoi pour Fort-National. Entre Tizi-Ouzou et Fort-National, un poste, tenu par des Sénégalais. Pour moi, il ne s'agissait pas encore des Beni-Douala mais d'être l'officier adjoint à l'administrateur de Fort-National. J'y arrive. Pas de comité d'accueil. Je tombe sur un petit lieutenant de cavalerie. Sympa. On m'apprend que je serai reçu par l'administrateur le lundi matin à 8 heures.

» Bref ! le lundi, mon boulot commence, on me file des dossiers, je vois des patelins. J'entends parler des Beni-Douala. Là-bas, il y a une S.A.S. depuis 1955.

L'officier S.A.S. ayant le droit de recruter lui-même son personnel, Oudinot repart de zéro. C'est l'époque héroïque. Il embauche à Tizi-Ouzou, « trois gus », comme il dit, qui sont d'anciens paras, volontaires eux aussi pour les sections administratives spécialisées.

— Porte-plume d'une main, mitraillette de l'autre, nous nous attelons à la tâche. Les mitraillettes nous ont été fournies par les gars du « choc ». J'avais engagé mes paras avec un statut de goumiers. A la guerre comme à la guerre ! Ils ont accepté. L'un était aux écritures, Loviat, un ancien para du bataillon de Corée. L'autre, Zanin, était au magasin et il assurait la défense de l'épicerie. Il avait aussi le sens de la bière ! Le troisième, je l'ai promu cuistot. Aux Beni-Douala, il y avait alors six gendarmes. Des types très bien. Deux avaient été tués. Ils bivouaquaient près de nous, dans deux petites casemates. Le Far West, quoi !

» La sous-administration dans toute sa



(1) Principal hôtel de Tizi-Ouzou.

◀ Dans le maquis, lecture d'un bulletin d'informations ronéotypé et diffusé par la wilaya. Les *djounoud* ont aussi droit à des séances dirigées par un commissaire politique.



A l'ombre de l'olivier, ▶ cet officier S.A.S. écoute l'humble requête de la mère de famille. Tâche simple, sans panache, qui consiste simplement à semer un peu de France dans les cœurs.

gravité ! Un exemple : à Fort-National, 8 gendarmes pour les 120 000 habitants dispersés dans la région. Aux Beni-Douala, à une époque, les gendarmes à cheval venaient une fois par mois.

Objectifs premiers d'Oudinot : la construction du bordj, la réparation des routes, le rétablissement des fiches d'état civil.

— Construire le bordj, cela voulait dire : on s'installe. Donc, si petite soit-elle alors, redonner un embryon de confiance. La réparation des routes ouvrait des chantiers. En moins de deux, j'ai eu près de 200 Kabyles qui se sont présentés. Je payais comme je pouvais : 500 à 600 francs par jour. Je ne les obligeais pas. Les moyens qu'on me donnait étaient des crédits pour construire le bordj administratif, pour recruter un makhzen de 40 hommes et les instruire. On arrive quand même, dans un premier temps, à remettre en état 25 km de routes et à percer une route de 14 km.

Pour rétablir le fichier d'état civil, il fallut employer la manière forte. Bouclage des villages dans la nuit et, à l'aube, réveil-surprise de l'habitant :

— Nous n'avions pas d'autre possibilité pour les recenser ! Ceux qui aidaient le F.L.N. auraient pris la route avant notre arrivée. Les bouclages se faisaient à 1 heure du matin. Le « choc » s'occupait du bouclage. Je rassemblais les hommes à la *djemaa* et recensais depuis l'âge de quinze ans. Commerçants, familles principales. Beaucoup avaient fui le F.L.N., à Alger ou en métropole. Je notais le nom, l'adresse, de ceux qui travaillaient en métropole. Quand nous arrivions, rien ne donnait l'éveil, car les « fells » avaient déjà tué tous les chiens, pour pouvoir entrer dans les villages endormis sans soulever un charivari d'aboiements qui aurait fatalement alerté les quelques postes français des environs.

Le coup dur !

En fait de réguliers de l'A.L.N., il n'y en a pas beaucoup dans le djebel des Beni-Douala. Dans les villages, ils ont la paix et la plupart y vivent. La base du maquis a été fournie par la fameuse « opération K ».

En juillet 1956, un des villageois, donne l'alerte au capitaine Oudinot et aux paras du « choc ». Il s'appelle Kaci Tachouch. Le F.L.N. l'a mobilisé, comme il a mobilisé 79 Kabyles des Beni-Douala pour former un maquis avec l'arsenal provenant de la « Force K ». Il ne marche pas ! Il donne la liste des 79 futurs maquisards : 39 réussiront à prendre le maquis, les autres seront arrêtés.

— Mais le « choc » partira en août. Il sera remplacé par une unité qui n'a ni son expérience ni son efficacité. Tout retombe à zéro. Et dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 1956, c'est le gros « clash » !

Cette nuit-là, 80 hommes des Beni-Douala montent au maquis, l'école du village de Taboudrist flambe, toutes les routes sont coupées, et bien coupées, une nouvelle fois.

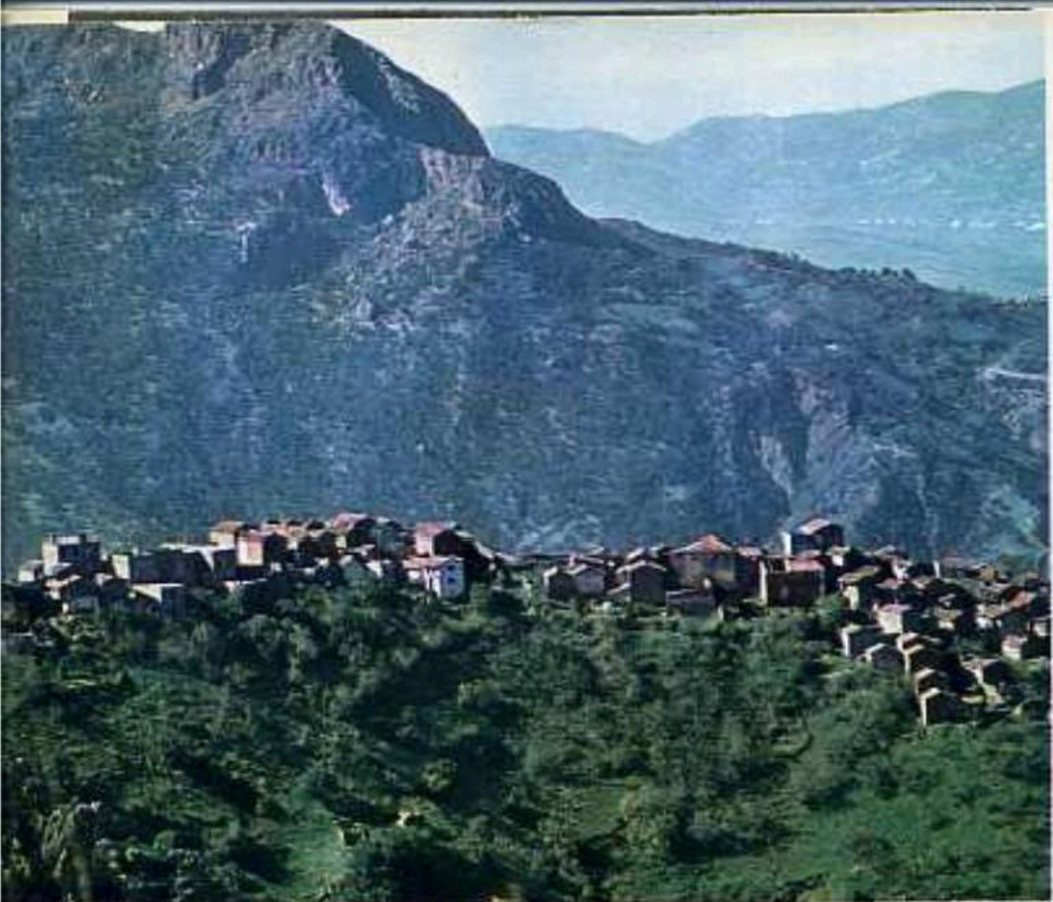
Septembre 1956, c'est la prise en main des maquis de Kabylie par Krim Belkacem et par Ouamrane. Dans les villes, ce sont des flambées de terrorisme qui atteindront une telle intensité que les paras seront appelés à Alger. Pour le capitaine Oudinot commence une longue nuit qui durera, en fait, jusqu'en avril 1959, avec quelques éclaircies, mais pas de paix durable. Il raconte :

— Alors, j'ai serré les dents et j'ai semé tout ce que je pouvais semer. Désespérément, j'ai maintenu le contact.

Oudinot se transforme alors en administrateur ambulant. Les Kabyles ne veulent pas venir à la S.A.S. ? Qu'à cela ne tienne, la S.A.S. ira aux Kabyles ! Plus de postier dans les Beni-Douala ? Pendant trois mois, il sera postier. Il porte aussi à domicile, les cartes d'identité, les secours qu'il paie sur place, capital décès ou mandats pour les aveugles. Il prêche ▶



◀ A la S.A.S., Robert Loviat *(au centre)*, ancien para, ancien du bataillon de Corée, auxiliaire civil du chef de S.A.S., établit des cartes d'identité avec l'aide d'un makhzen interprète *(à droite)*. Tous les hommes kabyles parlaient français, mais l'interprète était précieux pour « démêler » les filiations, retrouver les dates de naissance, etc. *A gauche :* Tatouche Kali, le deuxième citoyen des Beni-Douala à avoir pris les armes contre le F.L.N. en 1956.



◄ Tikichourt, en Kabylie. Un petit village campé, bien en vue, sur une crête. Au fond, on aperçoit le Kouriet. Les villages sont très nombreux en Kabylie. Parfois ils se suivent de façon presque continue le long des crêtes.

"miss" Hélène et le toubib balançaient la teinture d'iode et Oudinot le "baratin"

la bonne nouvelle, la promesse de réalisations françaises. Les Kabyles ont faim ? Il fait transporter de la semoule, en plein village. Mais les montagnards ne l'acceptent qu'avec réticence, peu viennent aux distributions, beaucoup refusent carrément. Le fait même de les aider fait peser sur eux une grave menace.

La S.A.S. nomadise !

— La S.A.S. était complètement en chômage ! A cette époque, je n'ai pas réussi à faire un seul dossier ! Seul le F.L.N. faisait respecter sa loi dans les montagnes. Mais, vous savez, il n'y a rien de plus entêté qu'un Lorrain ! Ils m'égorgeaient un gars ? J'annonçais que nous allions organiser un dispensaire. Le bordj construit, j'ai fait venir ma femme, qui est infirmière, j'ai demandé un toubib. Dans ce domaine, nous avons entrepris une action égale à celle accomplie pour le fichier. Les Beni-Douala étaient un pays constitué en majeure partie par des femmes. Il fallait donc parler aux femmes. Trouver le point sur lequel nous pouvions les rejoindre. « Miss » Hélène et le toubib allaient leur faire des laïus sur l'hygiène, la manière d'élever leurs gosses, de les soigner, sur les précautions à prendre dans les villages contre les maladies contagieuses, blanchir les maisons, construire des W.-C., etc.

En fait, Oudinot donnait à ses « ouailles » des Beni-Douala un avant-goût de ce que serait la paix française, si un jour elles optaient pour cette paix-là.

— Je me suis acharné, dit-il, car je sentais, au fond, que les Kabyles n'avaient aucune hostilité contre nous. Le jour où nous serions en mesure de les convaincre tout à fait que nous ne céderions pas, ils choisiraient leur camp. Même au plus fort de l'emprise F.L.N., il m'est arrivé, ici, d'avoir des « dégels ». En 1957. Un léger dégel. Brusquement, je les voyais venir plus nombreux à la S.A.S., pour toucher leurs pensions. Ce n'était pas la guérison totale. Mais un répit, un mieux... Pas de quoi pavoiser ! Mais me dire que ç'avait été pire...

Puis vint 1958. Référendum de septembre. « Oui ou non, voulez-vous être français ? » Le F.L.N. passe des consignes sanglantes.

Les Kabyles : « On ne vote pas ! »

Oudinot : « Vous voterez ! »

Les Kabyles : « Si on vote, on se fait couper le cou ! »

Oudinot : « Si vous votez tous, on ne peut pas vous tuer tous, et pour que le F.L.N. gobe vos raisons, je vais vous faire la mise en scène du vote *manu militari !* »

— Finalement, dit Oudinot, ils ont voté, 65 % de *oui !* Je leur avais dit : Je m'en fous, personne ne saura si vous avez voté *oui* ou *non !* Votez comme vous voulez, mais votez !

Avant le référendum, en août 1958, toute la S.A.S. était partie en « nomadisation ». De village en village, pour aller se rendre compte sur place, en vivant au milieu d'eux, des effets du 13 Mai et du recul de l'influence des « fells ».

— « Miss » Hélène et le toubib balançaient la teinture d'iode, et moi, le « baratin » dit Oudinot. Les gens étaient encore très traumatisés. Nous arrivions avec le dispensaire mobile, l'ambulance, le makhzen, nous campions dans les patelins. Les villageois réagissaient mi-figue, mi-raisin. Quand ça arrivait, nous savions que l'emprise des « fells » ne s'était pas relâchée. C'était tout de même au moment des grandes purges en Kabylie. Dans les charniers d'Amirouche, on a retrouvé une bonne cinquantaine de mes gars des Beni-Douala. Sans compter ceux que l'O.P.A. trucidait.

Et, soudain, en 1959, le vent a tourné. Cette fois ouvertement. Un village a demandé la protection de l'armée et des armes pour se défendre. **H**

Marie ELBE



« Miss » Hélène, une ancienne d'Indochine, infirmière de la S.A.S. des Beni-Douala, soigne des enfants. Avec le toubib, escortée par la troupe, elle procédait à des visites de dépistage dans chaque village car beaucoup de jeunes femmes hésitaient à se rendre à la consultation. Le capitaine Oudinot lança un slogan : « Les vieilles à la maison, les mères à la consultation ! » ►

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Marsyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Palley Fontenoy*
Adjoint : *Charles Mayer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinson*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pelé*

RÉDACTION ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Public Rel. 561.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2776-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES - Tél. 47.68.28.
CCP BRUXELLES 1802.34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 46 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 46 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 190 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Janvier 1960
(suite)

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

26 : des manifestations ont lieu, dans le calme, à Oran et à Constantine.
27 : allocutions de Delouvrier et du général Challe.
28 : pour calmer les esprits, le délégué général Paul Delouvrier et le général Challe quittent Alger pour la base de Réghaïa.
29 : allocution radiotélévisée du général de Gaulle.
30 : visite du roi du Maroc en Jordanie.
31 : échauffourées entre les manifestants et la troupe à Alger.

AFRIQUE

1er : déclaration de l'indépendance du Cameroun.
11 : signature d'accords financiers et techniques entre la France, le Sénégal et la Fédération du Mali.
12 : levée de l'état d'urgence qui était en vigueur au Kenya depuis la révolte des Mau-Mau en 1952.
14 : accord financier entre la France et le Gabon.

AMÉRIQUE

2 : John Kennedy pose officiellement sa candidature à la succession du président Eisenhower.
19 : signature à Washington d'un nouveau traité d'assistance militaire américano-japonais pour dix ans.
21 : lancement et récupération réussis par les États-Unis d'une fusée Mercure avec une guenon à son bord.

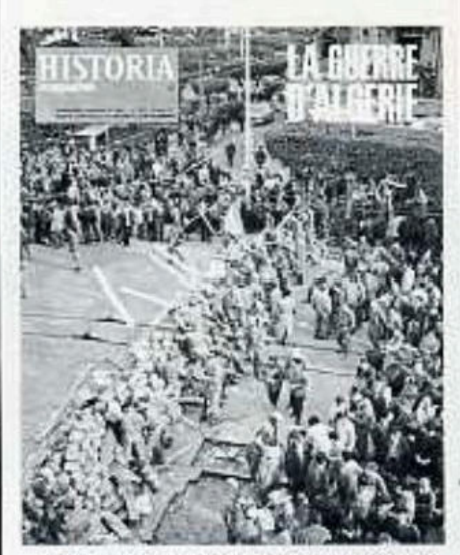
ASIE

8 : violent engagement frontalier entre les troupes du Sud-Vietnam et du Viet-Minh.
10 : élections législatives partielles à Saigon.
26 : message de Chou-En-Laï à Nehru.

EUROPE

5-8 : négociations culturelles italo-soviétiques.
16 : table ronde sur Chypre en Grande-Bretagne. Elle se terminera le 26 par un échec des pourparlers.
20 : accord commercial de la R.D.A. avec la Guinée. Table ronde sur le Congo belge à Bruxelles. Il est décidé que le Congo accédera à l'indépendance le 30 juin.
Lancement d'une superfusée balistique soviétique dans le Pacifique.
28 : accord entre l'U.R.S.S. et la R.A.U. pour le financement du barrage d'Assouan.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LA SEMAINE DES BARRICADES EN ALGÉRIE

Sommaire

- **Après l'émeute.**
Le bilan de la fusillade est lourd : vingt morts et cent quarante-sept blessés, au soir du 24 janvier 1960. La nuit tombe : insurgés et forces de l'ordre demeurent face à face. Une longue semaine d'inquiétude et de tension commence.

- **Ce jour-là à Oran.**
De nombreux Oranais auraient profité de ce dimanche d'hiver à la température clémente pour aller à la cueillette des champignons sur les flancs de la montagne des Lions... Mais les dirigeants des « partis patriotiques », au courant de la manifestation prévue à Alger ont mis en état d'alerte leurs éléments les plus dynamiques...

- **Et ce fut le commando Alcazar.**
Le camp retranché et le bastion des facultés. Bien armés, disposant de ravitaillement pour plusieurs jours, sinon pour plusieurs semaines, les insurgés refusent de négocier. La foule se presse et regarde ces hommes qui montent une garde vigilante derrière les barricades de pavés ou dans l'embrasure des fenêtres. Un prêtre vient célébrer la messe, donner la communion...

- **Et la guerre continuait...**
Dans le djebel, les événements d'Alger n'avaient eu que peu de résonance. Les unités poursuivaient les opérations commencées. Les officiers S.A.S. continuaient d'assurer leurs missions de pacification...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 299 - 26 mars 1973.

HISTORIA
magazine

En application de la loi sur les pouvoirs spéciaux, le Délégué général du gouvernement en Algérie a décidé d'appliquer la censure sur les moyens d'information, à partir du 24 janvier au soir.

Le Journal d'Alger

0,25 N.F. Métropole 0,35 N.F. — Dim. 24 - Lundi 25 janvier 1960 — N° 3.239

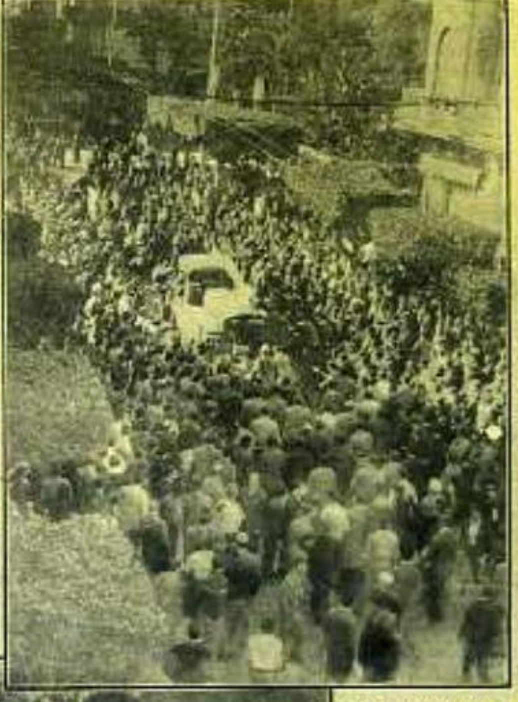


LE SANG FRANÇAIS A COULÉ

Fusillade entre gendarmes mobiles et manifestants

19 TUÉS, 141 BLESSÉS

LE GÉNÉRAL MAURICE CHALLE : « Etat de siège à Alger Des régiments convergent sur la ville »



Plus de 10.000 personnes étaient rassemblées au plateau des Glières

BARRICADES DANS LE CENTRE

Malgré le couvre-feu fixé à 20 heures agitation autour des Facultés



La journée tragique

Le dernier communiqué du général Challe :

ÉTAT DE SIÈGE

Chacun pensait que l'on allait simplement revivre le 13 mai 1958. Les organisateurs de la manifestation du 24 janvier ont-ils été débordés ? Pouvaient-ils espérer contrôler les nombreux éléments civils armés ou les unités territoriales ? Quelques heures avant la fusillade, les barricades avaient commencé à s'élever, magasins et cinémas étaient fermés de gré ou de force.